



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

CADRE DE PROTECTION SOCIALE DE LA FAO

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR TOUS



CADRE DE PROTECTION SOCIALE DE LA FAO

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR TOUS

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome, 2017

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-209703-7

©FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Cette publication a été imprimée en utilisant des produits et des procédés conçus pour garantir un impact environnemental limité et promouvoir la gestion durable des forêts.

Photo de couverture: ©FAO/Claudia Canedo Lou

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	vi
ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES.....	vii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
1 PROTECTION SOCIALE: DÉFINITION, VISION ET MISSION DE LA FAO	4
2 JUSTIFICATION DE L'ACTION DE LA FAO EN MATIERE DE PROTECTION SOCIALE.....	8
A. Le rôle clé de la protection sociale dans la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural.....	10
B. Une approche globale pour s'attaquer aux multiples vulnérabilités	15
3 PRINCIPES DIRECTEURS DE LA FAO POUR LA PROTECTION SOCIALE	20
A. Inclusion sociale	22
B. Égalité des sexes	24
C. Durabilité	25
D. La protection sociale: pour qui?.....	28
4 TRADUIRE LES PRINCIPES EN PROGRAMMES	30
A. Éventail des actions de la FAO en matière de protection sociale.....	31
B. Garantir l'efficacité de la conception opérationnelle des interventions de protection sociale.....	33
TRADUIRE EN MESURES CONCRÈTES L'APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS ET LES PRINCIPES DIRECTEURS.....	33
EXPLOITER LES INFORMATIONS FACTUELLES DISPONIBLES	36
S'ATTAQUER AUX VULNÉRABILITÉS MULTIPLES	38

C.	Une approche systémique: harmoniser les politiques de protection sociale et les interventions de promotion des moyens d'existence	38
	PROTECTION SOCIALE ET AGRICULTURE.....	39
	PROTECTION SOCIALE ET EMPLOI RURAL DÉCENT	42
	PROTECTION SOCIALE TENANT COMPTE DE LA NUTRITION	44
D.	Compléter la protection sociale avec des catalyseurs ruraux pour s'attaquer aux vecteurs de la faim et de la pauvreté.....	47
5	PRINCIPALES STRATÉGIES D'ACTION.....	50
A.	Contexte d'application	51
B.	Appui aux politiques.....	54
C.	Production et diffusion des connaissances.....	56
D.	Renforcement des capacités	58
E.	Sensibilisation et plaidoyer	60
F.	Partenariats pour la protection sociale à l'appui de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural.....	61
	RÉFÉRENCES	63

Liste des encadrés, tableaux et figures

ENCADRÉ 1	Vision et mission de la FAO dans le domaine de la protection sociale	7
ENCADRÉ 2	Valeur ajoutée de la FAO dans le domaine de la protection sociale	10
ENCADRÉ 3	Contribution de la FAO à la justification économique de la protection sociale: de la protection à la production (PtoP)	12
ENCADRÉ 4	Approches complémentaires en vue de maximiser les incidences de la protection sociale sur la production au Lesotho	14
ENCADRÉ 5	Protection sociale et programmes axés sur la résilience.....	16
ENCADRÉ 6	Le droit à la protection sociale et le droit à l'alimentation.....	22
ENCADRÉ 7	Favoriser les investissements durables dans la durabilité environnementale au moyen de la protection sociale	26
ENCADRÉ 8	Traduire en mesures concrètes l'approche fondée sur les droits de l'homme dans les programmes de protection sociale	34
ENCADRÉ 9	Établir des liens entre la production des petits exploitants et les achats locaux de vivres pour les programmes d'alimentation scolaire	42
ENCADRÉ 10	Relier protection sociale et interventions sur le marché du travail dans le contexte rural.....	44
ENCADRÉ 11	Relier accès aux services financiers et protection sociale pour favoriser les moyens d'existence ruraux	48
ENCADRÉ 12	Implications opérationnelles de la protection sociale dans les contextes d'urgence humanitaire et fragiles	53
ENCADRÉ 13	Avis sur l'intégration de la protection sociale dans les stratégies de sécurité alimentaire	55
ENCADRÉ 14	Fournir des données et des indicateurs pour mesurer la protection sociale dans les zones rurales	57
ENCADRÉ 15	Renforcer les capacités des organisations rurales pour fournir des services et favoriser l'inclusion sociale.....	59
ENCADRÉ 16	Militer en faveur des droits à l'alimentation et à la protection sociale	60
ENCADRÉ 17	Faciliter les partenariats pour une protection sociale qui tienne compte de la nutrition et qui soit cohérente	62
FIGURE 1	Intégrer la protection sociale dans les stratégies relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, au développement agricole et au développement rural.....	18
FIGURE 2	Accent des activités de la FAO en matière de protection sociale et exemples d'instruments de protection sociale et d'interventions y afférentes	32
FIGURE 3	Domaines de travail clés de la FAO dans la protection sociale d'un bout à l'autre du processus politique.....	52
TABLEAU 1	Traduire en mesures concrètes les principes qui guident les activités de la FAO en matière de protection sociale en vue d'une approche fondée sur les droits de l'homme	35

REMERCIEMENTS

Le cadre de protection sociale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est le fruit d'un vaste processus de consultation entre les divisions lancé par l'équipe chargée de la protection sociale au sein de la Division des politiques sociales et des institutions rurales (ESP) du Département du développement économique et social. Les chefs de l'équipe chargée de la protection sociale, Vito Cistulli (d'octobre 2014 à 2015) et Natalia Winder Rossi (d'octobre 2015 à aujourd'hui) ont donné des indications techniques, et la rédaction a été dirigée par Christina Dankmeyer (ESP), Sherry Ajemian (Division de l'économie du développement agricole - ESA), Maja Gavrilovic (ESA), Martina Kress (Division de la nutrition et des systèmes alimentaires - ESN), Cristina Rapone (ESP) et Ahmed Raza (ESN) ont apporté d'importantes contributions. Nous remercions tout particulièrement Kostas Stamoulis, Benjamin Davis, Rob Vos et Brave Ndisale, pour la direction stratégique qu'ils ont donnée à la définition de la vision et de l'approche de la FAO s'agissant de la protection sociale, ainsi que les chefs de programme stratégique pour la sécurité alimentaire et la nutrition (SPL1), la réduction de la pauvreté rurale (SPL3) et la résilience (SPL5), et les membres de l'équipe dirigeante du Département des affaires économiques et sociales pour leur contribution et leur impulsion.

Nous remercions aussi tout spécialement les douze divisions de la FAO qui n'ont eu de cesse de transmettre leurs commentaires: ESA, l'unité chargée de la gouvernance et de l'appui aux politiques (ESD), ESN, ESP, la Division de la statistique (ESS), la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture (FIA), la Division des politiques et des ressources forestières (FOA), le Bureau des affaires juridiques et de l'éthique (LEG), la Division du climat et de l'environnement (CBC), le Bureau de l'évaluation (OED), la Division des urgences et de la réhabilitation (TCE) et la Division du Centre d'investissement (TCI). Nous remercions aussi les bureaux régionaux pour l'Afrique (RAF), l'Asie et le Pacifique (RAP), l'Amérique latine et les Caraïbes (RLC), l'Europe et l'Asie centrale (REU) et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (RNE) pour leurs contributions essentielles. Enfin, nous remercions Chiara Gnetti et Massimiliano Terzini, spécialistes en communication, et le Studio Bartoleschi qui a réalisé la conception graphique.

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ABND	Dialogue national fondé sur l'évaluation de la protection sociale
AGRIS	Enquête agricole et rurale intégrée
BRICS	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du sud
CBC	Division du climat et de l'environnement de la FAO
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CGP	Programme d'allocations familiales du Lesotho
ESA	Division de l'économie du développement agricole de la FAO
ESD	Unité chargée de la gouvernance et de l'appui aux politiques de la FAO
ESN	Division de la nutrition et des systèmes alimentaires de la FAO
ESP	Division des politiques sociales et des institutions rurales de la FAO
ESS	Division de la Statistique de la FAO
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIA	Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
FIDA	Fonds international de développement agricole
FOA	Division des politiques et des ressources forestières de la FAO
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
HCDH	Haut commissariat aux droits de l'homme
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau
ICESCR	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
IDS	Institut des études sur le développement
ISPA	Évaluation inter-agences de la protection sociale
LEG	Bureau des affaires juridiques et de l'éthique de la FAO
LFSSP	Programme visant à relier sécurité alimentaire et protection sociale
OED	Bureau de l'évaluation de la FAO
OIT	Organisation internationale du travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations unies
OPM	Oxford Policy Management
PAA	Acheter aux africains pour l'Afrique
PAM	Programme alimentaire mondial
RAF	Bureau régional pour l'Afrique

- RAP** Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique
- REU** Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale
- RIGA** Activités Rurales Génératrices de Revenus
- RLC** Bureau régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
- RNE** Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord
- SAN** Sécurité alimentaire et nutrition
- SOFA** La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture
- SPIAC-B** Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale
- SPL1** Chef de programme stratégique pour la sécurité alimentaire et la nutrition
- SPL3** Chef de programme stratégique pour la réduction de la pauvreté rurale
- SPL5** Chef de programme stratégique pour la résilience
- TCE** Division des urgences et de la réhabilitation de la FAO
- TCI** Division du Centre d'investissement de la FAO
- UNICEF** Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- VIH** Virus de l'immunodéficience humaine

RÉSUMÉ

Le cadre de protection sociale de la FAO présente la vision et l'approche de l'Organisation en matière de protection sociale. La FAO est consciente du rôle essentiel que joue la protection sociale dans le renforcement et l'accélération des progrès réalisés concernant la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN), le développement agricole, la lutte contre la pauvreté rurale et le renforcement de la résilience.

Les trois quarts des personnes qui vivent en situation de sous-alimentation chronique et dans la pauvreté résident en milieu rural. Nombre d'entre elles ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate, dépendent essentiellement des ressources naturelles pour leur subsistance et sont particulièrement vulnérables et exposées à des risques multiples. Pourtant, ces personnes jouent un rôle essentiel pour le renforcement de la sécurité alimentaire mondiale sur le long terme et la gestion durable des ressources naturelles dans les écosystèmes les plus fragiles. *Garantir leur accès à la protection sociale est non seulement un impératif social mais aussi une condition essentielle pour assurer leur participation en tant que partenaires du développement et de la croissance économique.*

La FAO affirme sa volonté d'aider les gouvernements nationaux à éliminer la faim et la pauvreté des générations présentes et futures au moyen de la protection sociale dans sa **VISION SUR LA PROTECTION SOCIALE**: *les personnes et les communautés qui vivent dans les zones rurales, ainsi que celles dont les moyens d'existence dépendent des ressources naturelles, sont soutenues par des systèmes de protection sociale qui contribuent à assurer leur sécurité alimentaire et à améliorer leur nutrition, à les protéger avant, pendant et après les chocs et les stress, à promouvoir des moyens d'existence résilients et une gestion durable des écosystèmes et à stimuler une croissance favorable aux pauvres et un développement rural au service de tous.* Dans ce contexte, et pour concrétiser cette vision, la FAO s'efforce de promouvoir une **APPROCHE SYSTÉMIQUE** à la protection sociale afin d'éviter

la fragmentation des interventions et, avec ses partenaires, construire et renforcer des **SYSTÈMES NATIONAUX DE PROTECTION SOCIALE** bien intégrés dans des stratégies plus larges de promotion des moyens d'existence et de développement rural.

La FAO adopte une perspective globale sur la protection sociale qui souligne ses quatre principales fonctions – la protection, la prévention, la promotion et la transformation – et qui est guidée par trois principes transversaux: **L'INCLUSION SOCIALE, L'ÉGALITÉ DES SEXES** et **LA DURABILITÉ**.

Le cadre présente la contribution de la FAO, qui vise à maximiser l'impact de la protection sociale sur la lutte contre la faim et la pauvreté rurale et le renforcement de la résilience par la construction et le renforcement de systèmes nationaux de protection sociale bien intégrés dans des stratégies plus larges de promotion des moyens d'existence et de développement rural. Plus spécialement, la FAO vise à favoriser les liens entre, d'une part, **LA PROTECTION SOCIALE ET, D'AUTRE PART, L'AGRICULTURE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LA NUTRITION, LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, L'EMPLOI RURAL DÉCENT ET LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE**. Dans ce contexte, l'Organisation s'efforce de contribuer aux actions menées aux échelons mondial et régional en matière de protection sociale en renforçant **LES ARGUMENTS ÉCONOMIQUES EN FAVEUR DE L'EXTENSION DES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE ET DE LEUR TRANSPOSITION À UNE PLUS GRANDE ÉCHELLE**.

La FAO soutient les gouvernements et les autres parties prenantes en développant cinq grands axes de travail: (1) la fourniture d'un appui aux politiques en vue d'améliorer la cohérence dans l'élaboration des politiques concernant la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture et le développement rural et en vue de garantir l'efficacité de la conception opérationnelle des programmes de protection sociale; (2) l'acquisition et la diffusion de connaissances et de données sur ces liens à tous les niveaux; (3) le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux local, national et international; (4) la défense des droits à l'alimentation et à la protection sociale, et notamment la couverture sociale des ruraux pauvres, dans les différentes instances et plateformes où l'on définit les priorités au niveau mondial; et (5) la facilitation de partenariats stratégiques en vue de favoriser la création de systèmes de protection sociale qui soient ouverts à tous et engendrent des transformations.

INTRODUCTION

Dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'élimination de la pauvreté est considérée comme l'un des plus grands défis que la communauté internationale ait à relever aujourd'hui et comme un préalable au développement durable. Malgré les efforts déployés dans la lutte contre la pauvreté et la faim, de nombreuses personnes dans le monde souffrent encore de ces fléaux. Près d'un milliard de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté,¹ et on estime que 793 millions d'individus souffrent de sous-alimentation chronique (FAO, FIDA et PAM, 2015a). Par ailleurs, les différences entre les régions et dans les contextes nationaux s'agissant des revenus et des perspectives minent les efforts de réduction de la pauvreté et sollicitent à l'extrême les capacités de création et de conservation des moyens d'existence.

Cible du Programme 2030, au titre de l'objectif 1 de développement durable (élimination de la pauvreté), la protection sociale est aussi une stratégie essentielle pour atteindre d'autres objectifs qui y sont liés, notamment éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition, l'emploi décent, l'égalité des sexes et la réduction des inégalités de manière générale, ou encore la promotion d'une agriculture durable, entre autres choses.² Le Programme 2030 appelle aussi à la

¹ Selon la Banque mondiale (2015), en 2012, environ 900 millions de personnes, soit 12.8 pour cent de la population mondiale, vivaient dans l'extrême pauvreté, définie sur la base du nouveau niveau de référence de 1.90 \$ par jour. Sur ce total, 388.7 millions de personnes vivaient en Afrique subsaharienne, 309 millions en Asie du Sud et 147 millions dans la région Asie de l'Est et Pacifique; ensemble, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe orientale et l'Asie centrale comptaient moins de 44 millions de personnes extrêmement pauvres. Données disponibles à l'adresse <http://www.worldbank.org/en/topic/poverty/overview>.

² Les objectifs de développement durable comprennent une cible sur la protection sociale (1.3 Mettre en place des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient) et il y est fait explicitement référence dans l'objectif 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) et dans l'objectif 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre).

définition d'un nouveau cadre d'action en vue de la transformation structurelle de l'agriculture. Pour faire apparaître un secteur rural dynamique, il faut soutenir l'accroissement de la production et le développement des marchés, mais aussi donner une plus grande priorité au soutien des familles de petits agriculteurs en milieu rural, au renforcement de la résilience et au renforcement de la capacité économique et productive des ruraux pauvres. On reconnaît aujourd'hui que la protection sociale joue un rôle clé à la fois dans l'élimination de la pauvreté et dans la transformation du milieu rural, et qu'elle est aussi un élément essentiel pour l'efficacité des opérations humanitaires et des mesures de renforcement de la résilience.

La protection sociale n'est pas un thème nouveau pour la FAO. En effet, l'Organisation a déjà mené des activités de développement rural et agricole qui ont rempli des fonctions de protection sociale. Elle a par ailleurs entrepris des interventions d'urgence et de réduction des risques de catastrophe avec des instruments similaires à ceux qui sont utilisés dans la protection sociale. Mais aujourd'hui, la protection sociale est vue comme une priorité de l'Organisation, qui contribue à la réalisation de son mandat de base, comme l'a affirmé le Conseil en décembre 2013 (FAO, 2013a).

Le cadre de protection sociale de la FAO contribuera à orienter les activités que l'Organisation mènera dans ce domaine. Il a pour objet: (1) d'exposer le rôle que joue la protection sociale dans la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition et le développement rural, (2) de présenter l'approche et les principes d'action de la FAO dans ce domaine, et de plaider en faveur de systèmes de protection sociale plus intégrés qui permettent de s'attaquer efficacement aux problèmes concernant la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire et la nutrition, et (3) de présenter la valeur ajoutée et la contribution de la FAO lorsqu'il s'agit d'apporter un soutien plus efficace au renforcement des systèmes de protection sociale des pays et à leur harmonisation avec les approches de développement agricole et rural. À cette fin, le Cadre:

- 1 Présente la DÉFINITION QUE LA FAO DONNE DE LA PROTECTION SOCIALE AINSI QUE SA VISION ET SA MISSION EN LA MATIÈRE;
- 2 expose la JUSTIFICATION DE L'ACTION DE LA FAO EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE; et
- 3 présente dans les grandes lignes comment L'APPROCHE DE LA PROTECTION SOCIALE DE LA FAO vise à traduire en mesures concrètes les indications du Conseil;
- 4 en TRADUISANT LES PRINCIPES EN PROGRAMMES;
- 5 et en ayant recours à des STRATÉGIES D'ACTION CLÉS.



1

PROTECTION SOCIALE: DÉFINITION, VISION ET MISSION DE LA FAO



©FAO/Marco Longari

Dans le monde, la majorité des personnes pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, celles qui ont le plus besoin de la protection sociale et qui n'en bénéficient pas, vivent en milieu rural. Le fait que ces personnes n'aient pas un accès suffisant à la protection sociale limite fortement leur capacité à assurer leur propre sécurité alimentaire, à se créer des moyens d'existence durables et à contribuer à la croissance économique locale et nationale.

La FAO reconnaît le rôle essentiel que joue la protection sociale dans le renforcement de ses activités en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, d'agriculture, d'élimination de la pauvreté et de développement rural, ainsi que dans les efforts qu'elle déploie en vue de renforcer la résilience des moyens d'existence face aux chocs et aux stress. Elle est dès lors attachée à étendre la couverture des systèmes de protection sociale aux personnes les plus vulnérables, conformément à l'engagement, pris au titre du Programme 2030, de permettre à chacun, d'ici à 2030, de bénéficier de systèmes et de mesures de protection sociale adaptés au contexte national.

Afin de prêter un appui à ses États Membres, la FAO analyse le potentiel de la protection sociale de manière détaillée, dans une optique qui prend en considération chacune des quatre fonctions. Comme indiqué dans le rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2015 (SOFA) (FAO, 2015a).

*«La protection sociale peut jouer un rôle de **protection** en fournissant les moyens (en espèces ou en nature) de se procurer de la nourriture et d'atténuer les effets des chocs. Elle peut avoir une fonction **préventive** face au risque d'un dénuement accru, en renforçant la résilience aux chocs et en évitant la perte de revenus et de moyens de production. Elle peut favoriser l'accumulation des ressources de production (par exemple grâce aux transferts d'actifs et aux travaux publics). La protection sociale peut également «**promouvoir**», en soutenant directement les investissements dans les ressources humaines (nutrition, santé, éducation et renforcement des compétences) et en atténuant les problèmes de liquidité et d'insécurité des revenus pour stimuler les investissements dans les activités agricoles et non agricoles. Enfin, elle peut également contribuer à **transformer** la vie des pauvres en leur permettant de voir au-delà des contraintes de survie au jour le jour et d'investir dans leur avenir, en modifiant les rapports de force au sein des ménages (autonomisation des femmes) et en rendant les pauvres plus à même, du point de vue des capacités et des compétences, de prendre leur destin en main.»*



Le jeu complexe entre les causes directes de l'insécurité alimentaire et les facteurs divers qui créent, maintiennent et transmettent la pauvreté (par exemple l'épuisement des ressources naturelles et le changement climatique, le manque d'accès à la terre et à l'eau, la faible dotation en ressources des infrastructures rurales et des services sociaux et de vulgarisation dirigés par l'État, l'accès limité au marché et aux systèmes de crédit, l'exclusion sur la base du sexe ou de l'appartenance sociale – autant de thèmes centraux dans le mandat de la FAO) ont conduit l'Organisation à orienter ses opérations de façon à couvrir le large éventail des vulnérabilités économiques, environnementales et sociales.

Dès lors, s'agissant de l'action de la FAO et de l'appui qu'elle apporte aux pays, la protection sociale comprend un ***ensemble de politiques et de programmes visant à remédier aux aspects économiques, environnementaux et sociaux qui engendrent la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté en protégeant et en renforçant les moyens d'existence.***

Dans la continuité de cette définition *opérationnelle*, on trouvera dans l'encadré 1 la vision et la mission de la FAO dans le domaine de la protection sociale.



©FAO/Sonia Nguyen

ENCADRÉ 1 VISION ET MISSION DE LA FAO DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE

VISION

Les personnes et les communautés qui vivent dans les zones rurales, ainsi que celles dont les moyens d'existence dépendent des ressources naturelles, sont soutenues par des systèmes de protection sociale qui contribuent:

- > à assurer leur sécurité alimentaire et à améliorer leur nutrition;
- > à les protéger avant, pendant et après les chocs et les stress;
- > à promouvoir des moyens d'existence résilients et une gestion durable des écosystèmes; et
- > à stimuler une croissance favorable aux pauvres et un développement rural au service de tous.

MISSION DANS LE CADRE DU MANDAT DE LA FAO

La FAO s'attache à aider les gouvernements à éliminer la faim et la pauvreté des générations présentes et futures et est consciente du rôle que joue la protection sociale dans la réalisation de ces objectifs. Elle reconnaît ainsi le potentiel de transformation que recèle la protection sociale et la contribution de celle-ci au renforcement des capacités économiques et de production de tous les individus, même les plus pauvres et les plus marginalisés. L'Organisation aide les gouvernements et les autres parties prenantes à assurer une plus grande cohérence entre la protection sociale et les politiques et programmes concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture et le développement rural. S'appuyant sur des connaissances et des données factuelles obtenues aux niveaux mondial, régional et national, la FAO vise aussi à renforcer les capacités institutionnelles afin de promouvoir et de maintenir en place des systèmes de protection sociale qui soient ouverts à tous et qui contribuent à la transformation.

2

JUSTIFICATION DE L'ACTION DE LA FAO EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE



©FAO/Kai Wiedenhoefer

Trois quarts des personnes qui vivent en situation de sous-alimentation chronique et dans la pauvreté résident en milieu rural (FIDA et PNUE, 2013). La plupart de ces personnes ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate et bon nombre d'entre elles dépendent essentiellement de l'agriculture et d'activités connexes pour leur subsistance. La croissance et la productivité agricoles ont contribué à créer des moyens d'existence sûrs et à réduire la pauvreté. Cela étant, les petits agriculteurs ruraux, essentiellement, subissent toujours de multiples dysfonctionnements du marché. Les petites exploitations familiales sont tout particulièrement exposées aux risques naturels, ainsi qu'aux risques et aux chocs économiques et engendrés par l'homme, et rencontrent des difficultés lorsqu'il s'agit d'accéder aux ressources, aux services publics, à des marchés qui fonctionnent et aux institutions locales. De ce fait, leurs décisions de production et de consommation sont particulièrement interdépendantes, puisque les risques et les difficultés qu'elles rencontrent dans leurs activités génératrices de revenus pèsent sur leurs décisions de consommation. Elles peuvent par exemple décider de réduire leurs dépenses dans l'éducation et la santé afin de consacrer davantage de moyens à l'achat d'aliments sains ou davantage de temps à produire ces aliments, de produire des cultures commerciales au lieu de cultures vivrières, et/ou de fragiliser les ressources naturelles dont elles disposent pour conserver leurs moyens d'existence à court terme. Les ménages pauvres adoptent ainsi souvent des stratégies de moyens d'existence peu risquées et à faible rendement, ce qui réduit leur futur potentiel de création de revenus, les enferme dans un cercle vicieux de pauvreté et les rend plus vulnérables aux risques futurs (Dorward *et al.*, 2006). Mais parallèlement, ces ménages jouent un rôle essentiel s'agissant d'assurer la sécurité alimentaire mondiale sur le long terme et de gérer de façon durable les ressources naturelles dans les écosystèmes les plus fragiles. *Garantir l'accès de ces personnes à la protection sociale est non seulement un impératif social mais aussi une condition essentielle pour assurer leur participation en tant que partenaires du développement et de la croissance économique.*

L'action de la FAO en matière de protection sociale repose donc sur les éléments suivants:

- > Des données probantes solides sur le rôle essentiel que joue la protection sociale lorsqu'il s'agit d'obtenir les meilleurs résultats possibles en termes de sécurité alimentaire et de nutrition et de développement rural;
- > L'engagement de la FAO à s'attaquer aux multiples vulnérabilités sociales, économiques et environnementales en vue de promouvoir des moyens d'existence durables et résilients en renforçant la capacité des ménages, des communautés et des institutions à prévenir les menaces ayant un impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition et le développement rural et à résister à ces menaces;
- > Le rôle que joue la FAO lorsqu'il s'agit d'aider les pays à concrétiser le droit à l'alimentation et le droit à la protection sociale.

ENCADRÉ 2 VALEUR AJOUTÉE DE LA FAO DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE

- > Les recherches menées par la FAO et les éléments factuels recueillis continuent de renforcer les arguments économiques en faveur de la protection sociale, soulignant que *la protection sociale est un investissement et pas seulement un coût*.
- > La FAO préconise d'élargir la couverture de la protection sociale *en touchant effectivement* les ruraux pauvres, dans tous les sous-secteurs de l'agriculture (cible 1.3 des Objectifs de développement durable).
- > La FAO contribue à maximiser l'impact de la protection sociale – de la protection à la production – en **rendant opérationnels les liens** (*protection sociale+*) entre la protection sociale et l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition et le développement rural.
- > L'action de la FAO *élargit l'audience* de la protection sociale: elle facilite le dialogue entre les secteurs liés à l'action sociale, à l'agriculture, à la gestion des ressources naturelles et à la résilience.
- > La FAO peut aider à construire et à renforcer des systèmes *nationaux* de protection sociale bien intégrés dans des stratégies plus larges de promotion des moyens d'existence et de développement rural.

A.

Le rôle clé de la protection sociale dans la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement rural

Selon de nouvelles estimations, éliminer durablement la faim dans le monde dans les 15 prochaines années nécessitera des investissements dans les zones rurales et urbaines et aussi un engagement en faveur de la protection sociale afin de permettre aux personnes pauvres d'accéder à la nourriture et d'améliorer leurs moyens d'existence (FAO, FIDA et PAM, 2015b). Il est donc essentiel de renforcer les capacités des pays membres à favoriser un environnement propice à un développement rural équitable et durable, où la protection sociale ira de pair avec la planification du développement agricole et rural. Il est évident que la protection sociale améliore la consommation – en éliminant les obstacles financiers et sociaux qui entravent l'accès à l'alimentation, à l'éducation et aux services de santé, par exemple – ce qui améliore la sécurité alimentaire et le capital humain. Mais la protection sociale joue aussi un rôle important lorsqu'il s'agit de stimuler la création de moyens d'existence ruraux résilients et durables et d'atteindre les trois objectifs que poursuit la FAO à l'échelon mondial, à savoir l'élimination de la faim, la réduction de la pauvreté et la gestion durable des ressources naturelles:

- > en fournissant un revenu direct et/ou des moyens de production, et en soutenant les activités génératrices de revenus, notamment des emplois décents (dans le

secteur agricole ou ailleurs), de façon à renforcer l'impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition et sur la pauvreté des individus et des ménages;

- en fournissant aux ménages les ressources dont ils ont besoin pour surmonter les problèmes de liquidité et faire face aux dysfonctionnements du marché, aux chocs ou aux stress, ce qui leur permet d'investir dans leurs activités de subsistance, de prendre de meilleures décisions et de mieux gérer les risques lorsque les marchés des assurances et des capitaux ne sont pas assez accessibles;
- en favorisant la productivité de la main-d'œuvre et l'employabilité des bénéficiaires au moyen d'actions portant sur l'éducation, la santé et la formation du capital humain, et en s'attaquant ainsi au piège de la pauvreté et à la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire qui se perpétuent d'une génération à l'autre;
- en stimulant le développement économique local au moyen de boucles de réaction positives sur la consommation alimentaire, la production, l'emploi et la réduction de la pauvreté; et
- en contribuant à la gestion durable des ressources naturelles de façon à renforcer les moyens d'existence résilients (FAO, 2013a).

La FAO contribue beaucoup à *renforcer les arguments économiques en faveur de la protection sociale* en recueillant des données factuelles sur les cinq rôles présentés dans l'encadré 2 et elle joue donc un rôle essentiel dans les programmes mondiaux, régionaux et nationaux en termes de protection sociale.



©FAO/Marco Longari

ENCADRÉ 3 CONTRIBUTION DE LA FAO À LA JUSTIFICATION ÉCONOMIQUE DE LA PROTECTION SOCIALE: DE LA PROTECTION À LA PRODUCTION (PtoP)

En partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), des instituts nationaux de recherche et les gouvernements nationaux de sept pays d'Afrique subsaharienne, la FAO a joué un rôle de premier plan dans la production de données probantes sur les incidences que les programmes nationaux de transfert en espèces de la région ont eues au niveau économique et sur la production. On a mis au point, en coordination étroite avec des homologues nationaux, des évaluations d'impact rigoureuses, qui ont été intégrées dans les processus et plateformes stratégiques nationaux. Cela a renforcé l'argument selon lequel *la protection sociale est un investissement et pas seulement un coût*, et aussi tordu le cou à certaines idées reçues voulant que la protection sociale engendrerait une dépendance et dissuaderait les bénéficiaires de travailler. Ces évaluations ont donné une base solide d'éléments factuels qui montrent comment les transferts en espèces peuvent aider les familles pauvres et marginalisées à construire des moyens de production, à devenir autonomes et à créer des activités productives sur le plan économique.

Les données factuelles provenant des évaluations d'impact au niveau des pays et des différentes initiatives visant à tirer des leçons ont permis de mieux faire comprendre aux responsables politiques que la protection sociale était une mesure efficace pour lutter contre la faim, réduire la pauvreté et favoriser le développement rural. Elles ont également permis d'apporter des changements concrets aux niveaux stratégique et opérationnel: ajustement de la somme transférée, renforcement des structures des communautés et amélioration du ciblage et, donc, de l'accès, notamment en établissant des liens entre les activités complémentaires. C'est en prouvant le bien-fondé économique de la protection sociale que la FAO contribue concrètement aux débats et aux mesures de niveau national portant sur l'élargissement de la couverture de la protection sociale, la mise en place de systèmes de protection sociale (cible 1.3 des objectifs de développement durable) et l'affectation des investissements nationaux aux fins de l'expansion dans des pays tels que le Ghana, le Kenya, le Lesotho et la Zambie.

Les données factuelles produites en Afrique subsaharienne et en Amérique latine montrent que les programmes de protection sociale, tels que les transferts en espèces, ont clairement des effets positifs constants sur la quantité et la qualité des aliments ainsi que sur la variété de l'alimentation.³

Par ailleurs, les interventions de protection sociale ont aidé les ménages ruraux pauvres à surmonter les problèmes de liquidité et ont contribué à réduire les obstacles qui entravent l'accès au crédit, à l'épargne et aux autres services financiers

³ Au Kenya, au Malawi et en Zambie, les bénéficiaires d'un programme de transfert en espèces ont non seulement accru leurs dépenses alimentaires mais ils ont aussi commencé à consommer davantage de produits alimentaires d'origine animale. Voir The Transfer Project (2014) *The Broad Range of Cash Transfer Impacts in Sub-Saharan Africa: Consumption, Human Capital and Productive Activity*, à l'adresse <http://unc.live/1pjjGQd>. On a aussi constaté une hausse des dépenses alimentaires et une diversification du régime alimentaire dans plusieurs pays d'Amérique latine. Voir FAO (2013) *Panorama of Food and Nutritional Security in Latin America and the Caribbean. Hunger in Latin America and the Caribbean: Approaching the Millennium Goals*, à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/019/as082e/as082e.pdf>.

(Barrientos, 2012). Par exemple, les données disponibles montrent une amélioration de la solvabilité des ménages bénéficiaires de programmes sociaux de transfert en espèces, un accroissement de l'épargne au Ghana, au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie et une amélioration de la capacité à payer les dettes au Ghana et en Zambie. Ces programmes aident aussi les ménages à prendre des décisions concernant l'investissement, la production, l'allocation de la main-d'œuvre et la prise de risques (Tirivayi, Knowles et Davis, 2013).

On dispose de nombreux éléments factuels sur les incidences que la protection sociale a sur l'éducation, la santé et l'accumulation de capital humain.⁴ La FAO et ses partenaires contribuent à la consolidation de cette base de données factuelles, qui met en évidence le potentiel que recèle la protection sociale lorsqu'il s'agit de s'attaquer à certaines des causes économiques sous-jacentes de la malnutrition,⁵ ou encore d'améliorer la productivité de la main-d'œuvre, l'employabilité à long terme et la participation au marché du travail. Les données disponibles indiquent que dans les zones où les moyens d'existence reposent essentiellement sur l'agriculture et les marchés ruraux du travail, la protection sociale peut influencer directement la production. Par exemple, les transferts en espèces ont conduit les agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et les petits exploitants en Afrique subsaharienne à utiliser davantage d'intrants agricoles, à détenir davantage de bétail et à participer davantage à des entreprises familiales non agricoles (FAO, 2014a).

Ces données mettent aussi en évidence le rôle que joue la protection sociale dans la stimulation du développement économique local. En effet, lorsque les bénéficiaires dépensent les sommes reçues pour acheter des biens et des services, les effets des programmes de transferts en espèces se transmettent aux fournisseurs de ces biens et services, au sein et en dehors de l'économie locale (Taylor *et al.*, 2013; Kagin *et al.*, 2014; Taylor, Thome et Filipowski, 2014; Thome *et al.*, 2014). Les transferts en espèces génèrent des stimuli, sous la forme d'une demande accrue de biens de consommation, d'intrants ou de moyens de production, et, parfois, aussi d'une demande accrue de variété dans les produits. À ces constatations s'ajoute le fait que les personnes qui disposent de ressources limitées ont tendance à dépenser localement et pour acheter des produits locaux et pas des produits importés (Barca *et al.*, 2015).

⁴ Pour un résumé des incidences constatées en Afrique subsaharienne, voir The Transfer Project (2014) *The Broad Range of Cash Transfer Impacts in Sub-Saharan Africa: Consumption, Human Capital and Productive Activity*; et, pour l'Amérique latine, par exemple Adato et Hoddinott (2010) *Conditional Cash Transfers in Latin America*. International Food Policy Research Institute.

⁵ Ibid.; Ministère du développement social (DSD), organisme sud-africain pour la sécurité sociale (SASSA) et UNICEF (2012) *The South African Child Support Grant Impact Assessment – Evidence from a Survey of Children, Adolescents and their Households*. Pretoria: UNICEF Afrique du Sud.

La protection sociale a donc des incidences importantes, mais il est également reconnu *qu'elle ne suffira pas à elle seule à sortir les gens de la pauvreté*. Dans l'édition 2015 de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, la FAO souligne combien il est nécessaire de mener des stratégies coordonnées et multisectorielles pour la sécurité alimentaire et le développement rural afin de veiller à la compatibilité des interventions en matière de protection sociale et dans le domaine de l'agriculture pour sortir durablement les ménages ruraux pauvres de la pauvreté. On dispose de nombreuses informations factuelles sur les incidences de la protection sociale, mais il y a encore des lacunes concernant la complémentarité des interventions, puisque les informations disponibles se fondent essentiellement sur les évaluations de programmes pris individuellement, par exemple des programmes de transferts en espèces ou d'alimentation scolaire. La FAO s'engage à combler ces lacunes, promouvoir l'élaboration de politiques de protection sociale fondées sur des faits probants et valoriser des approches systémiques à la protection sociale.

ENCADRÉ 4 APPROCHES COMPLÉMENTAIRES EN VUE DE MAXIMISER LES INCIDENCES DE LA PROTECTION SOCIALE SUR LA PRODUCTION AU LESOTHO

La FAO contribue à l'accroissement du volume de données probantes concernant les interventions combinées, et notamment celles qui associent transferts en espèces à vocation sociale et activités productives. Au Lesotho, une équipe de la FAO, d'Oxford Policy Management (OPM) et de l'UNICEF a mené une évaluation d'impact du programme phare de transferts en espèces à vocation sociale dans le pays: le programme d'allocations familiales (CGP). L'évaluation a montré que ce transfert non assorti de conditions, qui cible les ménages pauvres avec enfants, avait nettement amélioré la sécurité alimentaire, la scolarisation, les dépenses consacrées aux enfants, l'utilisation et l'achat d'intrants pour les cultures et les modalités informelles de partage de la nourriture dans la communauté locale.

Afin d'encourager davantage l'investissement dans les activités productives, en 2013 le CGP a été combiné au *programme visant à relier sécurité alimentaire et protection sociale* (LFSSP), soutenu par la FAO. Le LFSSP comprenait la distribution de semences de légumes à 799 ménages répondant aux critères pour le CGP, combinée à des démonstrations et à une formation pratique sur la création et l'entretien de jardins «en trou de serrure» et en tranchées, ainsi que le transfert de connaissances sur la conservation des aliments et les pratiques de production pour améliorer la nutrition. Une évaluation de cette approche a mis en évidence des incidences positives qui semblent avoir été le fruit de la combinaison des deux programmes. Cette combinaison a permis aux familles dont la capacité de travail n'est pas limitée de réaliser des investissements dans des actifs plus productifs plus importants que ceux réalisés au cours des deux années précédentes de transferts au titre du CGP, et il semble qu'elle ait aussi aidé les ménages faisant face à des contraintes de main-d'œuvre à entretenir leurs potagers (Dewbre *et al.*, 2015; OPM, 2012).

B.

Une approche globale pour s'attaquer aux multiples vulnérabilités

Pour mener une approche intégrée de lutte contre la faim et la pauvreté, il faudra unir nos forces dans l'élaboration des politiques et la programmation dans le domaine social et en matière de développement. En pratique, cela implique d'assurer la cohérence entre les approches de développement rural et les stratégies qui renforceront la capacité des ménages pauvres à mieux faire face aux risques et à mieux les gérer, et qui amélioreront l'accès aux ressources et aux services essentiels. La FAO s'applique à renforcer l'appui qu'elle fournit aux pays lorsqu'il s'agit de créer des liens entre les politiques, de favoriser leur cohérence⁶ et de trouver des synergies entre la protection sociale, la sécurité alimentaire, le développement de l'agriculture et la réduction de la pauvreté rurale.

Par ailleurs, les gouvernements et les partenaires de développement ont reconnu qu'il était nécessaire de mettre en place des stratégies qui permettent à la fois une intervention précoce et un redressement/une transition rapide, tout en contribuant à prévenir et à réduire autant que possible les effets négatifs des crises. L'objectif d'une approche globale de ce genre est de faire le lien entre l'intervention d'urgence et le développement à long terme.

⁶ Dans son *Cadre d'analyse et d'action* (2016) sur le renforcement de la cohérence entre la protection sociale et l'agriculture, la FAO définit la cohérence comme le fait de promouvoir systématiquement des politiques et des programmes complémentaires et cohérents dans les différents secteurs, ce qui permet de créer des synergies pour lutter plus efficacement contre la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire, et notamment d'éviter et/ou de réduire autant que possible les interactions potentiellement conflictuelles entre ces politiques et programmes. Le document est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/b-i5386f.pdf>.

ENCADRÉ 5 PROTECTION SOCIALE ET PROGRAMMES AXÉS SUR LA RÉSILIENCE

Le thème central du Programme 2030 – «Ne laisser personne de côté» – a donné un cadre d'action clair. La FAO reconnaît, surtout dans le contexte de crises, que bon nombre des personnes les plus vulnérables risquent d'être laissées de côté (FAO, 2016b).

Il est dès lors essentiel de trouver de nouvelles approches, innovantes et efficaces, de ne plus se concentrer sur la satisfaction des besoins immédiats et vitaux, mais plutôt de s'engager à investir dans la prévention et la réduction des vulnérabilités des personnes aux risques présentant de multiples facettes, comme l'a demandé le Secrétaire général des Nations Unies dans son rapport pour le Sommet mondial sur l'action humanitaire.⁷ Les systèmes de protection sociale souples comptent parmi les stratégies qui contribuent à prévenir ou à réduire autant que possible les incidences négatives des crises. Ils contribuent aux interventions précoces, ainsi qu'au redressement et à la transition rapides.

Les personnes pauvres et politiquement marginalisées sont touchées de façon disproportionnée par les crises. Il était indiqué dans l'édition 2015 du *Global Humanitarian Assistance Report* que 93 pour cent des personnes extrêmement pauvres vivaient dans des contextes de fragilité politique et/ou de vulnérabilité environnementale. L'insuffisance des moyens de production et/ou l'absence de mécanismes de protection peut conduire les ménages et les communautés à recourir à des stratégies d'adaptation négatives qui accentuent leur vulnérabilité aux risques et aux crises.

La protection sociale aide à briser le cercle vicieux de la privation sociale et économique, de la vulnérabilité accrue à la pauvreté et à l'exclusion et de l'exposition plus forte aux chocs et aux stress:

- > en protégeant les ménages des incidences négatives des chocs et des stratégies d'adaptation négatives correspondantes (par exemple la vente de moyens de production, la déscolarisation des enfants ou la réduction de l'apport alimentaire);
- > en aidant à renforcer les capacités des ménages et des communautés à résister aux chocs et aux stress et à les surmonter au moyen de transferts sociaux qui permettent aux familles d'élargir et de diversifier leur base de biens de production et d'accroître leur épargne;
- > en s'attaquant à certaines des causes sous-jacentes des crises (par exemple les troubles politiques et les causes économiques de la violence et des conflits) et en jouant ainsi un rôle clé dans les stratégies de consolidation de la paix;
- > en atténuant la vulnérabilité grâce à des interventions économiques et à des interventions portant sur la production qui aident les familles à dépasser le statu quo.

⁷ Sommet mondial sur l'action humanitaire (2016) *Résumé établi par le Secrétaire général de l'ONU, président du Sommet – S'engager à agir pour défendre l'humanité*. Voir <https://consultations2.worldhumanitariansummit.org/bitcache/3acfaf1132f32e931ade440450792ad2108f314e?vid=582977&disposition=inline&op=view>.

La figure 1 présente la protection sociale intégrée dans le développement rural au moyen de ses quatre fonctions que sont la prévention, la protection, la promotion et la transformation.⁸ On adopte ici une double approche globale,⁹ qui a pour objet de répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables ainsi qu'aux risques futurs en favorisant la résilience¹⁰ à plus long terme, dans le cadre d'un processus circulaire de développement.

La pauvreté et la faim ont des causes structurelles similaires et sont des phénomènes dynamiques à propos desquels on ne peut définir des seuils ou des étapes dans le degré de sécurité, étant donné la vulnérabilité aux risques naturels et le caractère imprévisible des marchés mondiaux et des paysages politiques. Au travers de sa double approche, la FAO reconnaît que la pauvreté et la faim sont des phénomènes dynamiques qui varient selon le contexte, et elle contribue à jeter des ponts entre l'intervention humanitaire et l'appui aux moyens d'existence à long terme.

Grâce à son expertise dans l'agriculture et le développement rural, à sa capacité à formuler des avis sur les politiques et les programmes et à mettre au point et à appliquer des outils d'analyse, et grâce au soutien qu'elle apporte aux plateformes et partenariats d'échange de connaissances, la FAO est bien placée pour aider les pays à renforcer les liens entre protection sociale, agriculture, développement rural et sécurité alimentaire. La FAO reconnaît que la protection sociale joue un rôle dans *la transformation de la capacité économique et de la capacité de production de tous les ménages, même les plus pauvres et les plus vulnérables*, et elle cherche donc à aider

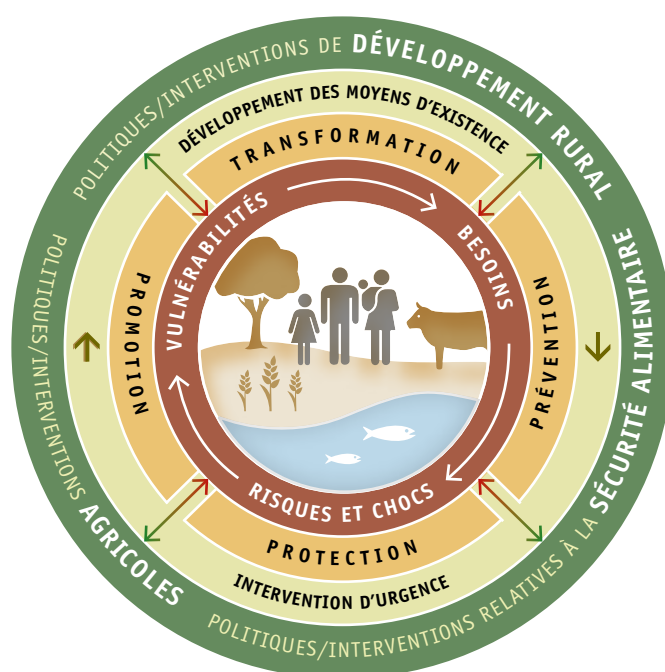
⁸ La protection sociale englobe: des mesures de **prévention**, qui visent à éviter que les personnes vulnérables ne tombent (ou ne s'enfoncent) dans la pauvreté, à préserver les moyens d'existence en atténuant les chocs et à réduire le risque de voir ces chocs avoir un impact négatif s'ils devaient se reproduire; des mesures de **protection**, parmi lesquelles des systèmes d'assistance sociale visant à garantir la subsistance de base des pauvres; des mesures de **promotion**, qui fournissent un appui aux moyens d'existence afin de protéger et de renforcer ceux-ci, et de réduire ainsi le taux de pauvreté chronique; et des mesures de **transformation**, qui favorisent l'inclusion sociale en se concentrant sur la concrétisation des droits sociaux et économiques au moyen de cadres juridiques propices à l'égalité des sexes, au droit à un salaire minimum, aux droits fonciers pour les femmes, à l'élimination du travail des enfants ainsi qu'à des réglementations et à des pratiques favorisant la lutte contre la discrimination et des mécanismes de recours permettant aux individus de faire valoir leurs droits. Voir Devereux et Sabates-Wheeler (2004) *Transformative Social Protection*. Institute of Development Studies (IDS) Document de travail n°232.

⁹ En novembre 2009, à Rome, le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire a adopté les «Cinq principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable», qui comprend l'engagement d'adopter une double approche globale de la sécurité alimentaire, que prône la FAO: aider les ménages à vaincre la sous-alimentation en leur donnant un accès direct à la nourriture ou les moyens d'en acheter, et ensuite, ou simultanément, renforcer la croissance de la productivité agricole, améliorer les moyens d'existence et la nutrition et favoriser l'inclusion sociale à long terme. Voir le *Cadre global d'action actualisé* (2010).

¹⁰ Capacité de prévenir et d'atténuer l'impact des catastrophes et crises, d'en prévoir les effets, de les absorber, de s'en remettre et de s'y adapter le plus rapidement possible et de manière efficace et durable, conformément à la définition donnée dans la publication de la FAO *La résilience des moyens d'existence – Réduction des risques de catastrophe pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle* (édition 2013). Voir <http://www.fao.org/3/a-i3270f.pdf>.

les pays en vue: de renforcer autant que possible les liens entre la protection sociale et l'agriculture, et aussi le développement rural; de promouvoir l'incorporation de la protection sociale dans les stratégies de réduction de la pauvreté, dans la gestion des risques et les plans d'urgence, ainsi que dans les plans nationaux de développement; de renforcer la capacité des parties prenantes à assurer la cohérence de la planification et de la conception des systèmes de protection sociale et de celles des plans de développement rural; et de coordonner ses efforts avec les investissements réalisés dans les zones rurales et les zones urbaines.¹¹

FIGURE 1 Intégrer la protection sociale dans les stratégies relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, au développement agricole et au développement rural



¹¹ On pourrait éliminer la faim à l'horizon 2030 en combinant protection sociale et investissements dans les zones rurales et les zones urbaines. La protection sociale en elle-même peut améliorer les perspectives d'investissement. Par exemple, des individus d'un groupe déterminé, tels que des ouvriers sans terre ou des petits exploitants marginalisés dans les zones rurales, lorsqu'ils bénéficient d'une aide sous la forme de garanties d'un revenu prévisible et régulier grâce à des systèmes de protection sociale, peuvent être réinsérés dans des secteurs productifs alors même que les transferts compensant leur pauvreté améliorent leur situation en termes de nutrition et de sécurité alimentaire. Voir l'analyse des différents scénarios en matière d'investissement et de protection sociale dans FAO, FIDA, PAM (2015b) *Objectif Faim zéro: Le rôle crucial des investissements dans la protection sociale et l'agriculture*.



3

PRINCIPES DIRECTEURS DE LA FAO POUR LA PROTECTION SOCIALE



©FAO/Marco Longari

L'approche que la FAO suit dans le domaine de la protection sociale s'appuie sur différents cadres théoriques¹² en la matière afin de traduire le rôle essentiel que la protection sociale joue dans la lutte contre la faim, contre la malnutrition et contre la pauvreté ainsi que dans le renforcement de la résilience, en particulier dans le contexte du développement agricole et rural. Elle se fonde sur les *preuves solides* des incidences de la protection sociale dans les différents secteurs, et plus spécialement de la contribution de la protection sociale à la transformation de la capacité économique et de la capacité de production des ménages et des communautés pauvres et vulnérables.

Trois principes directeurs transversaux, tirés de la justification de l'action de la FAO dans le domaine de la protection sociale, guideront la planification et les opérations dans ce domaine de travail:

- > **l'inclusion sociale;**
- > **l'égalité des sexes;** et
- > **la durabilité.**

Ces principes directeurs traduisent l'engagement qu'a pris la FAO concernant le Programme 2030, et plus spécialement son objectif qui est d'étendre les systèmes de protection sociale à tous, même les individus les plus vulnérables – et en particulier les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les pauvres qui vivent essentiellement dans des zones rurales.

En approuvant l'initiative des Nations Unies pour un socle de protection sociale,¹³ la FAO a réaffirmé sa volonté constante de promouvoir le droit à une alimentation adéquate et à la protection sociale pour tous. La FAO entend appliquer ses connaissances du développement rural pour aider les gouvernements à définir des socles de protection sociale nationaux et adaptés aux contextes qui étendent la protection sociale aux zones rurales, tout en œuvrant à la cohérence des investissements dans la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition et l'agriculture.

¹² Les cadres théoriques sur lesquels se fonde cette approche sont examinés dans la publication de la FAO *Social Protection for Rural Poverty Reduction* (Devereux, 2016). Il s'agit de la gestion du risque social (Banque mondiale), de la protection sociale transformatrice (IDS), de la protection sociale adaptative, du socle de protection sociale (OIT), de l'approche englobant l'ensemble de la vie et du modèle fondé sur la promotion.

¹³ L'Initiative pour un socle de protection sociale a été adoptée en 2009 par le Comité de haut niveau sur les programmes du Conseil des chefs de secrétariat, qui en a fait une de ses mesures pour faire face à la crise financière et économique mondiale (communiqué du Conseil des chefs de secrétariat, 2009). Selon la définition qui en est donnée dans la recommandation no 202 de l'OIT, les socles de protection sociale sont des ensembles de garanties élémentaires et offertes à tous définis à l'échelle nationale qui assurent une protection visant à prévenir ou à réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale. Voir OIT (2012) *Recommandation no 202 sur les socles de protection sociale*. Disponible à l'adresse suivante: http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::N0::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:3065524,fr

ENCADRÉ 6 LE DROIT À LA PROTECTION SOCIALE ET LE DROIT À L'ALIMENTATION

La FAO reconnaît le lien qui unit le droit à la protection sociale et le droit à l'alimentation, qui est un élément du droit à un niveau de vie suffisant pour assurer la santé et le bien-être d'un individu et ceux de sa famille (Déclaration universelle des droits de l'homme, paragraphe 1 de l'article 25).

La *protection sociale* a été reconnue officiellement comme un droit fondamental dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Les 160 États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 reconnaissent aussi le droit à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales (articles 9 et 10). La recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, adoptée en 2012 par la Conférence internationale du Travail, traduit l'engagement des États membres à concrétiser le droit à la protection sociale et l'accès universel à un ensemble minimal de garanties élémentaires, notamment des services essentiels et des transferts sociaux.

Le *droit à l'alimentation* s'impose aussi juridiquement aux États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 2), qui les oblige à œuvrer à la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate. En 2004, les États Membres de la FAO ont adopté les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (FAO, 2004). Ces directives sur le droit à l'alimentation couvrent l'éventail complet des actions permettant aux individus de se nourrir dignement et appellent les États à accompagner l'aide alimentaire fournie dans le cadre des filets de sécurité d'activités complémentaires, concernant notamment l'accès aux soins de santé et à l'éducation, et aussi de mesures de renforcement des moyens d'existence par la fourniture de ressources et de moyens de production (Morlachetti, 2015; FAO, 2014b).

A. Inclusion sociale

La FAO défend le principe de l'inclusion sociale, à la fois comme un fruit des interventions de protection sociale et comme un processus nécessaire dans le cadre de l'élaboration des politiques, de l'exécution des programmes et du suivi. Par définition, la protection sociale peut contribuer à réduire l'exclusion en termes d'accès et de possibilités. La croissance économique (y compris le développement agricole) est un facteur essentiel dans la réduction de la pauvreté, surtout dans les zones rurales, mais elle est souvent lente, ou non inclusive. L'accès limité aux débouchés économiques, la discrimination sociale et le désavantage spatial accentuent encore les vulnérabilités face à la pauvreté et à l'exclusion. Les ménages exclus manquent de revenus, de moyens de production et d'accès aux services sociaux, au crédit, aux

assurances ou aux réseaux sociaux qui peuvent jouer un rôle important lorsqu'il s'agit de faire face aux risques et de favoriser l'inclusion économique et sociale (Barca *et al.*, 2015). La protection sociale peut régler ces dysfonctionnements des marchés et des politiques, redistribuer les bénéfices du progrès et améliorer les perspectives (Holmes et Jones, 2009).

D'un point de vue opérationnel, la protection sociale inclusive compte trois dimensions de base: la couverture inclusive, les garanties normatives et la participation effective. La conception inclusive doit viser à garantir progressivement un accès équitable aux garanties fondamentales à tout individu, indépendamment de son âge, de son sexe, de son origine ethnique, de son handicap éventuel ou du lieu où il réside. Environ 70 pour cent de la population n'a toujours pas un accès correct à la protection sociale, et la majorité de ces personnes vivent dans les zones rurales. L'une des missions prioritaires de la FAO est de plaider, avec ses partenaires, pour une couverture universelle par la protection sociale (FAO, HCDH et CEPALC, 2011).

Certaines interventions peuvent favoriser et garantir l'accès équitable aux ressources et aux droits ou l'utilisation équitable de ces ressources et droits. Comme on peut le déduire du volet transformation de la protection sociale, les politiques de lutte contre les déséquilibres dans les rapports de forces au sein de la société ainsi que celles qui favorisent une distribution juste des ressources au sein des ménages sont essentielles pour favoriser l'inclusion sociale. L'inscription du droit à l'alimentation ou du droit à l'éducation de base dans la législation, le salaire minimum, la législation relative à la sécurité sanitaire des aliments, une législation sur les successions et les droits fonciers tenant compte des questions de parité hommes-femmes et les lois sur la maternité/paternité sont quelques exemples de mécanismes normatifs qui peuvent remplir des fonctions importantes de protection sociale et aider à réduire les inégalités dans l'accès aux droits. La FAO va continuer à aider les gouvernements nationaux pour veiller à ce que les cadres normatifs et les lois favorisent l'accès des personnes vivant en milieu rural, et surtout les femmes, à différents éléments essentiels tels que des ressources de production, des services, des organisations, les marchés et des emplois décents.

Il est essentiel d'intégrer des mécanismes de reddition de comptes inclusifs et participatifs pour faire en sorte que les parties prenantes puissent effectivement participer à la planification, à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des mesures de protection sociale et peser sur ces processus. Cela nécessite non seulement des politiques inclusives mais aussi l'institutionnalisation des mécanismes de participation, de gestion des dossiers, de plainte et de remontée d'information à tous les niveaux, ainsi que des stratégies de communication qui sensibiliseront les

bénéficiaires (potentiels) aux questions de responsabilité sociale et à la nécessité de voir la société civile et les bénéficiaires participer en amont aux processus décisionnels qui ont des incidences sur leur vie.¹⁴

B. Égalité des sexes

Les femmes rurales ont, comparativement aux hommes, un accès moins bon aux ressources productives, aux services et aux possibilités nécessaires pour la production agricole et le développement socioéconomique, puisqu'elles font systématiquement l'objet de discriminations (FAO, 2011). Cette lacune est l'une des principales raisons de la sous-performance du secteur agricole dans de nombreux pays en développement. Les femmes contribuent beaucoup à la production agricole et à l'économie rurale au sens large, mais le fait que les structures et la société ne valorisent pas leur travail restreint leur pouvoir de négociation dans les transactions économiques et s'agissant de la répartition des ressources dans le ménage et de la prise de décisions dans la communauté au sens large.

On parle d'égalité des sexes lorsque les femmes et les hommes jouissent des mêmes droits, des mêmes possibilités et des mêmes avantages dans la vie civile et politique.¹⁵ Pour la FAO, cela suppose d'adopter des politiques et des programmes qui réduisent l'écart entre les femmes et les hommes ruraux dans l'accès aux ressources productives et aux services, faisant en sorte que les femmes et les hommes puissent influencer sur la prise de décision au niveau des institutions, et que les femmes et les hommes ruraux puissent tirer parti des débouchés économiques pour améliorer leur bien-être (FAO, 2012a). S'agissant de la protection sociale, l'objectif de la FAO est d'aider les pays à adopter des mesures qui permettront d'arriver à *l'égalité entre les femmes et les hommes* dans l'accès à la protection sociale, en vue de promouvoir des voies plus durables vers la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. La FAO cherche aussi à renforcer les liens entre la protection sociale et l'autonomisation économique des femmes, en tenant compte des rôles de celles-ci en matière de production et de procréation. Cela suppose de compléter et de renforcer les liens

¹⁴ Voir l'analyse sur la plateforme de ressources pour les praticiens et les décideurs, rubrique Politique sociale et développement, de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD): Chambers, R. (2014) *Good Practices for Effective Participation in Social Protection Design and Implementation*.

¹⁵ Voir le site de la FAO (2015) *Pourquoi parler de «genre»?*, à l'adresse <http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-why/pourquoi-parler-de-genre/fr/>.

entre les programmes de protection sociale – notamment les transferts en espèces et les programmes de travaux publics – et des interventions et services supplémentaires concernant les moyens d’existence et conçus spécialement pour les femmes rurales. Enfin, la FAO soutient les institutions et organisations rurales dans les rôles qu’elles jouent s’agissant de la prise en compte de la parité pour la conception et la mise en œuvre des programmes de protection sociale. Ce faisant, elle joue un rôle en matière d’inclusion sociale, en diffusant les connaissances sur les droits des ruraux pauvres et en veillant à ce que tant les femmes que les hommes bénéficient de la protection sociale.

C. Durabilité

La durabilité est un concept aux dimensions multiples qui englobe l’intégrité environnementale (durabilité environnementale), le bien-être social (durabilité sociale), la résilience économique et la bonne gouvernance (durabilité économique).¹⁶ Les systèmes de protection sociale peuvent contribuer à la durabilité environnementale: (1) en réduisant le recours, lors des crises, à des stratégies d’adaptation négatives, qui peuvent avoir des effets néfastes sur l’environnement, notamment la surexploitation des terres, des ressources de poissons¹⁷ et des forêts, et (2) en offrant la possibilité de renforcer la capacité des ménages à investir dans des interventions durables et intelligentes face au climat qui favorisent progressivement le bien-être environnemental et social.¹⁸

¹⁶ Voir la définition que la FAO donne de la vulnérabilité à l’adresse <http://www.fao.org/nr/sustainability/accueil/fr/>.

¹⁷ Au Myanmar, il est ressorti d’un rapport de 2015 que les ménages vivant dans des communautés de pêcheurs connaissaient des taux de vulnérabilité bien plus élevés que dans les autres communautés (38 pour cent contre 24 pour cent) et des taux plus élevés d’insécurité alimentaire, et qu’ils étaient plus pauvres en biens de production, surtout s’agissant des biens de subsistance. Ateliers de présentation des premières conclusions d’une enquête et d’une analyse de portée nationale sur les aspects «protection sociale» et «pauvreté» à l’appui du développement rural et de la réduction de la pauvreté au Myanmar. Nay Pyi Taw et Yangon, Myanmar, 29-30 septembre 2015. FIAP/R1126 (En). Béné, Devereux et Roelen (2015). Voir <http://www.fao.org/documents/card/en/c/56ab2afc-0c43-49d0-9540-5485032742d2/>.

¹⁸ Les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* (2012) et les *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l’éradication de la pauvreté* (2014) sont des cadres politiques essentiels adoptés par la FAO qui sont des bons points de départ pour établir des liens stratégiques entre protection sociale et gestion durable des ressources.

ENCADRÉ 7 FAVORISER LES INVESTISSEMENTS DURABLES DANS LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE AU MOYEN DE LA PROTECTION SOCIALE

Comme l'a montré le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) dans son rapport de 2012 sur la sécurité alimentaire et le changement climatique (HLPE, 2012), les programmes de protection sociale peuvent accroître les capacités financières et humaines à investir dans l'adaptation au changement climatique et dans la gestion efficace des ressources naturelles. Pour cela, il faut mener les programmes de protection sociale en parallèle avec des interventions complémentaires de sensibilisation et de formation technique des petits exploitants aux pratiques durables.

Le ciblage des interventions de protection sociale en tant qu'instrument d'atténuation de la pauvreté et de l'exclusion a tendance à se fonder sur des critères essentiellement économiques (richesse et revenu). Pour qu'il soit possible de faire face aux risques et aux vulnérabilités socioéconomiques et environnementaux, l'approche multidimensionnelle doit aussi tenir compte de critères de ciblage environnementaux et combiner les informations sur le revenu, la pauvreté, la sécurité alimentaire et les risques liés au climat. Il peut être essentiel de relier les systèmes d'information de gestion de la protection sociale à des systèmes d'alerte rapide afin de faire face aux risques prévisibles et de faire en sorte que les systèmes d'information de gestion puissent assimiler des bénéficiaires supplémentaires en période de crise.

Lors de la conception des systèmes de protection sociale, il faut aussi s'efforcer :

- > de concevoir des programmes de travaux publics durables et des filets de sécurité fondés sur des activités productives de façon à ce qu'ils contribuent à l'accroissement des revenus des ménages, fassent participer les communautés à la gestion durable des ressources naturelles et créent des «emplois verts» dans des domaines tels que la gestion des déchets, le reboisement et la prévention de l'érosion du sol;
- > de combiner protection sociale et accès à des services financiers importants, tels que le crédit et l'assurance (des cultures ou du bétail) indexée sur la météo, afin de réduire l'incertitude et les incidences de la variabilité du climat;
- > de faire en sorte que la protection sociale renforce la capacité des groupes vulnérables à résister et à s'adapter aux répercussions négatives du changement climatique et à s'en relever;
- > de s'appuyer sur la capacité et le rôle des structures locales et communautaires afin de fournir une protection en cas de crise, surtout en l'absence de structures officielles.

La *durabilité sociale* va de pair avec l'inclusion sociale, étant donné qu'elle vise à favoriser l'équité et la satisfaction des besoins de chacun, des objectifs inscrits dans les traités internationaux sur les droits de l'homme. L'écart entre les revenus ruraux et les revenus urbains et la forte concentration de la pauvreté dans les zones rurales peuvent contribuer à l'apparition de conflits et d'urgences humanitaires et aggraver la vulnérabilité aux catastrophes naturelles ou créées par l'homme. Des systèmes de protection sociale bien gérés peuvent contrecarrer cette dynamique et aussi freiner l'accélération de l'exode rural. Un cadre juridique solide peut soutenir la durabilité institutionnelle et sociopolitique pour les titulaires de droits, et créer ainsi la durabilité sociale.

La *durabilité économique* renvoie à la capacité des pouvoirs publics à mettre sur pied et à maintenir en place des systèmes de protection sociale à l'échelle nationale. L'investissement de ressources intérieures dans la protection sociale, essentiellement dans des programmes d'assistance sociale, est crucial à cet égard. L'affectation de ressources intérieures peut non seulement contribuer à faire de la protection sociale une politique d'État, mais elle traduit aussi l'engagement des responsables politiques envers la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la croissance inclusive.

Cependant, l'accessibilité économique, le coût et le financement de la protection sociale restent au cœur des débats, surtout dans les pays à faible revenu. La FAO appuie les campagnes menées aux niveaux mondial, régional et national en faveur de la promotion et du développement de systèmes de protection sociale qui soient pris en charge et conduits par les pays et durables sur les plans financier, technique et institutionnel. Dans les contextes de contraintes budgétaires et de concurrence entre les priorités, on retiendra deux messages importants (et liés): (1) **la protection sociale est économiquement abordable**, même dans les pays à faible revenu, et (2) **la protection sociale est un investissement et pas seulement un coût**.

S'agissant de l'accessibilité économique, les partenaires de l'ONU aident les pays à trouver différentes possibilités et stratégies de financement qui leur permettraient de lancer des programmes de protection sociale durables. D'un point de vue technique, le coût de ces programmes variera en fonction des objectifs nationaux à court, moyen et long termes. Il peut s'agir des objectifs suivants: (1) toucher en priorité les personnes du quintile le plus bas (c'est-à-dire les 20 pour cent les plus pauvres), ce qui devrait coûter, selon les estimations, entre 0.1 et 2 pour cent du produit intérieur brut en moyenne (Transfert project 2014) ; (2) financer une base minimale de prestations, conformément aux socles de protection sociale; et (3) créer une marge de manœuvre budgétaire au moyen de mesures adaptées au contexte, par exemple l'élargissement d'une assiette fiscale solide, la réaffectation des investissements inefficaces ou la restructuration de la dette¹⁹. Dans le débat sur l'accessibilité économique de la protection sociale, il faut tenir compte non seulement des arguments techniques et politiques concernant le coût, mais aussi du retour sur investissement, un aspect qui est peut-être même encore plus important.

¹⁹ Voir le chapitre 6 du dernier rapport mondial sur la protection sociale pour une analyse complète des possibilités de financement des systèmes de protection sociale: OIT (2014) *Rapport mondial sur la protection sociale – Bâtir la reprise économique, le développement inclusif et la justice sociale*. Voir http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_245201.pdf.

Les données disponibles confirment que l'investissement dans la protection sociale a des effets multiples et larges, s'agissant du bien-être des ménages, du capital humain et de la productivité de la main-d'œuvre, mais aussi du renforcement des capacités productives et économiques des personnes vivant dans la pauvreté. *La FAO participe à ce processus en produisant des données solides sur les incidences que les investissements dans la protection sociale ont sur le plan économique et sur la production, et en aidant les gouvernements à intégrer ces investissements dans leurs politiques de développement agricole et rural.*

D. La protection sociale: pour qui?

La FAO est favorable à l'Initiative pour un socle de protection sociale et vise donc à promouvoir la *protection sociale pour tous* comme un ensemble de droits de base permettant à tous les membres d'une société d'accéder à un minimum de biens et de services. Étant donné qu'elle se concentre sur la faim, la pauvreté rurale et la résilience, la FAO soutiendra les garanties et services de protection sociale globale – notamment ceux qui visent les vulnérabilités sociales tels que l'assurance santé, l'alimentation scolaire, les régimes de retraite, les garanties relatives à l'emploi décent, parmi d'autres, ainsi que ceux qui peuvent aider à protéger les moyens d'existence et les biens de production, par exemple les transferts en espèces, les assurances contre les pertes de récolte – qui sont disponibles dans les zones rurales et sont aussi fournis aux personnes dont les moyens d'existence dépendent des ressources naturelles, par exemple par l'intermédiaire de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche ou de la foresterie.

Dans les zones rurales, les travailleurs pauvres sont souvent les producteurs pratiquant une agriculture de subsistance, les agriculteurs familiaux, les pasteurs, les travailleurs tributaires des forêts, les pêcheurs artisanaux, les travailleurs du secteur de la pêche ou les travailleurs agricoles sans terre. Les moyens de subsistance de ces personnes subissent les effets des catastrophes naturelles, du changement climatique et des chocs économiques (s'agissant par exemple des prix des denrées alimentaires). Souvent employés dans le secteur informel, ces travailleurs n'ont habituellement pas un accès suffisant à la protection sociale. Nombre de ces personnes sont des femmes qui ont un accès très limité aux moyens de production.

Afin de mener des activités qui cadrent avec son avantage comparatif, la FAO va appuyer, en matière de protection sociale, les mesures prises aux niveaux mondial,

régional et national en vue d'assurer une couverture sociale pour tous. Plus spécialement, elle va s'efforcer d'aider les pays à faire en sorte que les interventions de protection sociale touchent les groupes suivants:

- > les personnes dont les moyens d'existence dépendent des ressources naturelles, par exemple dans l'agriculture, l'élevage, la pêche (Béné, Devereux and Roelen, 2015) ou la foresterie, ou, de manière plus large, des systèmes alimentaires;²⁰
- > les personnes dont les sources de revenus tirés de la *production*, du *travail* ou des *transferts*²¹ et d'alimentation sont trop limitées pour conserver des moyens d'existence résilients; et
- > les personnes dont la sécurité alimentaire est particulièrement vulnérable aux risques, que ceux-ci soient naturels (sécheresses, séismes, inondations, etc.) ou le fruit de l'activité humaine (conflit ou inflation, par exemple), corrélés (fluctuations des prix, discrimination sociale et ethnique, pluies insuffisantes, etc.) ou non corrélés (maladie, perte d'emploi, décès du soutien de famille, par exemple).

Avec ses partenaires, la FAO va jouer un rôle clé dans l'action en faveur de la couverture universelle et de l'appui aux zones rurales et aux populations qui y vivent et qui n'ont pas un accès suffisant aux systèmes de protection sociale, ainsi que dans la définition des interventions les plus appropriées, compte tenu des besoins différents de la population rurale.

²⁰ Voir FAO (2013d) *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition*, à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/018/i3300f/i3300f.pdf>, publication dans laquelle les systèmes alimentaires englobent aussi les personnes et les institutions qui amorcent ou freinent le changement dans ces systèmes, ainsi que l'environnement sociopolitique, économique et technologique dans lequel ces activités sont menées.

²¹ Selon la classification présentée dans le document de la FAO sur la protection sociale au service de la réduction de la pauvreté rurale (Devereux, 2016), (1) les revenus ou droits tirés de la production renvoient au droit de posséder ce que l'on produit avec ses propres ressources (ou des ressources que l'on loue), (2) les revenus tirés de son propre travail sont tous les droits (fondés sur l'échange ou la production) que l'on tire de la «vente» de sa propre force de travail, et (3) les droits fondés sur l'héritage ou les transferts renvoient au droit de posséder ce que d'autres donnent volontairement, ce qui inclut les dons et transferts privés et les allocations de l'État.

4

TRADUIRE LES PRINCIPES EN PROGRAMMES



©FAO/Marco Longari

La FAO reconnaît le rôle essentiel que joue la protection sociale dans la réduction de la pauvreté rurale, l'élimination de la faim et le renforcement de la résilience. Elle estime dès lors l'impact sur la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire sera optimisé si les politiques et programmes de protection sociale: (i) sont conçus et mis en œuvre efficacement, (ii) sont cohérents par rapport aux interventions concernant l'agriculture, la gestion des ressources naturelles (GRN) et la sécurité alimentaire et la nutrition, et (iii) sont mis au point avec un environnement rural porteur adéquat.

A. Éventail des actions de la FAO en matière de protection sociale

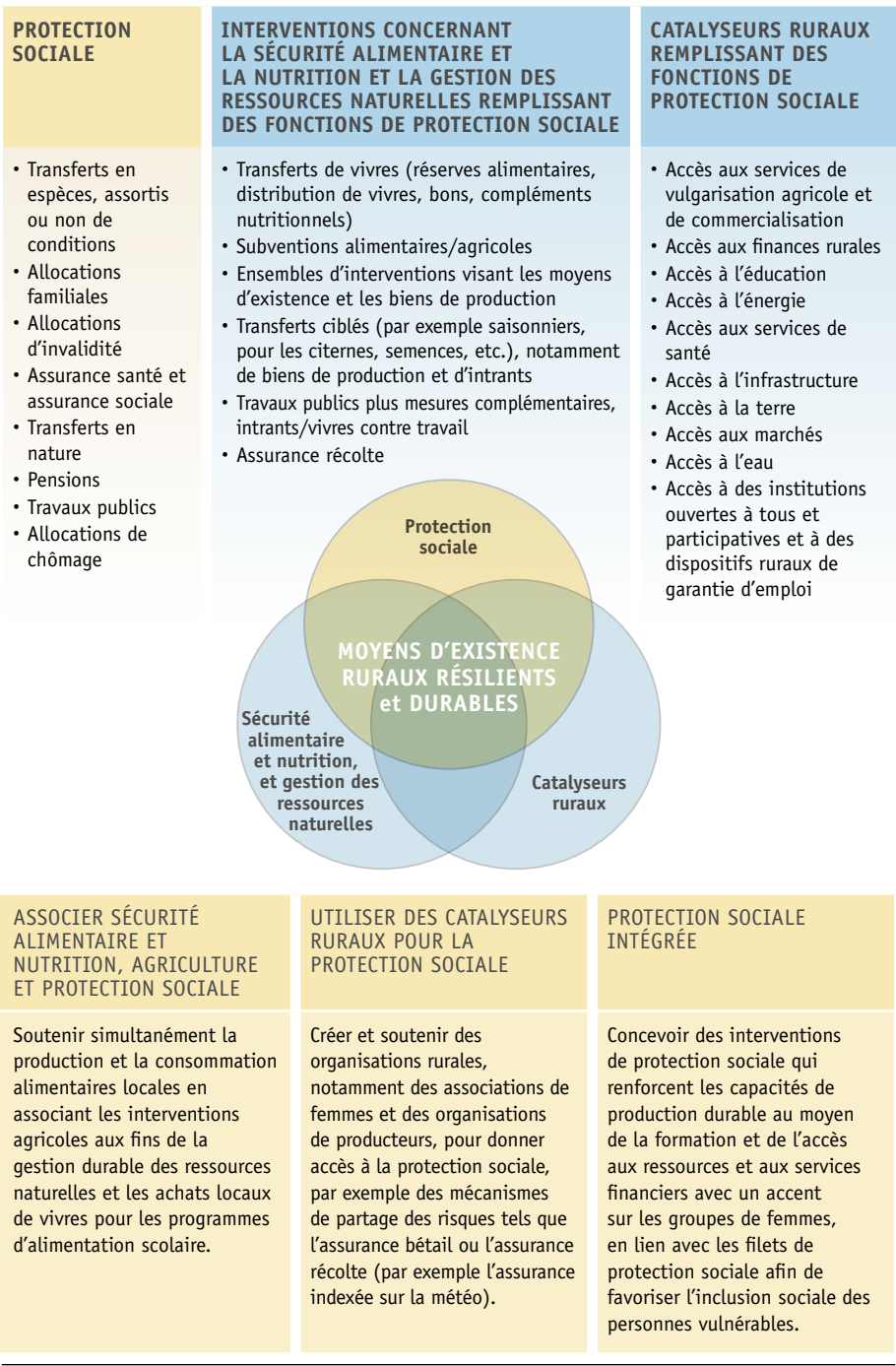
La figure 2 présente une liste d'instruments qui, bien qu'elle ne soit pas exhaustive, montre qu'outre l'assistance sociale et la sécurité sociale, certaines interventions agricoles peuvent aussi avoir une fonction de protection sociale en milieu rural. L'utilisation et la fonction de ces instruments varieront d'un pays à l'autre, selon le contexte institutionnel, et notamment les responsabilités des différents ministères de tutelle, le programme et les priorités du pays en matière de développement et le soutien que le pays reçoit de la part des partenaires de développement.

On trouve dans la première colonne des exemples d'interventions de protection sociale inscrites dans la rubrique «assistance sociale» ou «sécurité sociale»²² et qui sont dès lors habituellement gérées par des ministères en charge des questions sociales, telles que la santé, l'éducation, l'aide sociale ou le travail.

On trouve dans la deuxième colonne un éventail plus large de politiques et de programmes que les autorités adoptent généralement pour garantir la disponibilité des aliments et l'accès à ceux-ci en vue d'accroître l'utilisation, et qui peuvent également relever des ministères de l'agriculture, de l'alimentation, du développement rural ou d'autres domaines de compétence connexes.

²² Voir par exemple la classification des interventions de protection sociale de la Banque mondiale au titre du projet ASPIRE.

FIGURE 2 Accent des activités de la FAO en matière de protection sociale et exemples d'instruments de protection sociale et d'interventions y afférentes



On trouve dans la troisième colonne des exemples d'interventions qui visent à fournir un environnement porteur pour la protection sociale permettant non seulement d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones rurales, mais aussi le développement rural (FAO, 2013e). Les interventions visant à améliorer l'accès aux services de vulgarisation, à l'irrigation ou à la technologie en matière d'intrants peuvent conduire à une prise de risques plus importante et à l'accumulation de biens de production durables, ainsi qu'à l'augmentation de la consommation des ménages et des niveaux globaux de sécurité alimentaire. Ces interventions peuvent remplir des fonctions de protection sociale en fonction des modalités et du calendrier de leur mise en œuvre et de leur adaptation aux contextes ruraux.

La logique de cette approche est que la protection sociale peut avoir davantage d'incidences positives sur la sécurité alimentaire et la nutrition et contribuer à briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté dans les zones rurales lorsqu'elle se concilie avec des mesures plus larges de développement rural. S'attaquer aux multiples vulnérabilités que connaissent les populations rurales nécessite une approche multisectorielle, intégrée et globale qui tienne compte des interventions sociales, économiques, environnementales et intelligentes face au climat afin de maximiser l'impact que la protection sociale a sur le plan économique et sur la production.

B.

Garantir l'efficacité de la conception opérationnelle des interventions de protection sociale

La FAO aide les gouvernements à garantir l'efficacité de la conception opérationnelle des programmes de protection sociale conformément à ses engagements envers: (1) une approche de la protection sociale fondée sur les droits; (2) des informations factuelles solides sur le rôle essentiel que joue la protection sociale dans la maximisation des résultats obtenus en termes de sécurité alimentaire, de nutrition et de développement rural; (3) la lutte contre les multiples vulnérabilités sociales, économiques et environnementales en œuvrant en faveur de moyens d'existence durables et résilients.

TRADUIRE EN MESURES CONCRÈTES L'APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS ET LES PRINCIPES DIRECTEURS

L'approche de la protection sociale fondée sur les droits (liée au droit à l'alimentation) a d'importantes implications pour la conception opérationnelle des programmes de protection sociale.

ENCADRÉ 8 TRADUIRE EN MESURES CONCRÈTES L'APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE

La mise en pratique d'une approche fondée sur les droits de l'homme au moyen de la conception concrète des programmes peut déterminer l'accès aux droits et la protection des personnes pauvres et vulnérables qui vivent en milieu rural. Elle peut aussi garantir la durabilité et la légitimité sociale des programmes sociaux, surtout au niveau local. En vue d'analyser les liens entre la protection sociale et l'approche fondée sur les droits de l'homme et d'agir en conséquence, le bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine a lancé des partenariats de coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) avec l'appui du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté. L'objectif de cette collaboration était de réunir un groupe d'experts internationaux d'autres organismes des Nations Unies, du monde universitaire et de la société civile afin d'élaborer des directives d'évaluation²³ pour la mise en œuvre de l'approche fondée sur les droits de l'homme dans les programmes de transferts en espèces assortis de conditions. Cet outil simple destiné aux fonctionnaires fournit des orientations concrètes par le biais des recommandations ci-après pour la protection sociale, en particulier les programmes de transferts en espèces assortis de conditions:

1. des cadres juridiques et institutionnels adéquats pour garantir la durabilité;
2. l'application de critères raisonnables et non discriminatoires pour les conditions d'octroi, la sélection et les procédures administratives d'admission;
3. la définition et la mise en œuvre de responsabilités conjointes compte tenu des besoins des destinataires, des capacités et du contexte socioéconomique, en assurant avant tout la protection des droits de l'homme;
4. la prévention de la violence sexiste et de la discrimination des populations autochtones et/ou vulnérables;
5. la fixation de sommes acceptables et adaptables, compte tenu de critères de progressivité, tout en visant à couvrir l'ensemble de la population vivant dans la pauvreté;
6. la création de mécanismes de coordination interinstitutionnelle aux niveaux opérationnel et technique;
7. la garantie de la participation des destinataires et de la communauté;
8. la garantie d'un accès adéquat aux informations publiques; et
9. la mise à disposition de mécanismes efficaces de reddition de comptes et de réparation.

Cet instrument a contribué au renforcement des capacités d'analyse des gestionnaires de programmes sociaux en Amérique latine et dans les Caraïbes. En tant que bien public, il a aussi été mis à la disposition des praticiens, des universitaires et du grand public en vue du partage des meilleures pratiques et des enseignements tirés. Il a aussi permis d'améliorer et de renforcer certains aspects des programmes de protection sociale, et contribué à la formation d'une compréhension commune des conséquences d'une approche fondée sur les droits de l'homme en matière de protection sociale au sein des organismes internationaux²⁴ et des gouvernements, ainsi qu'au renforcement des capacités de la FAO dans le domaine de la protection sociale et des droits de l'homme.

²³ Voir <http://www.fao.org/3/a-as557e.pdf>

²⁴ Voir par exemple <http://blogs.worldbank.org/governance/rights-accountability-and-social-programs>.

Le tableau 1 montre comment traduire en mesures concrètes les trois principes directeurs et transversaux de la FAO.

TABEAU 1 Traduire en mesures concrètes les principes qui guident les activités de la FAO en matière de protection sociale en vue d'une approche fondée sur les droits de l'homme

		AU NIVEAU DES POLITIQUES	AU NIVEAU DES PROGRAMMES	EXEMPLE
INCLUSION SOCIALE	La FAO œuvre en faveur de l'inclusion sociale, considérée comme un processus nécessaire dans le cadre de l'élaboration des politiques, de la définition des programmes et de l'exécution des activités en matière de protection sociale, et comme le fruit de l'institutionnalisation de l'accès équitable aux ressources et aux droits ou de l'utilisation équitable de ces ressources et droits.	La protection sociale et les politiques sectorielles y afférentes sont conçues de façon à faire de la protection sociale et de l'alimentation des droits – dans l'objectif d'arriver progressivement à un niveau de vie adéquat, comprenant la couverture universelle par la protection sociale.	Au niveau des programmes, on applique les approches participatives à la prise de décision, à l'exécution et au suivi, et on œuvre en faveur de l'accès équitable aux ressources et aux droits et de l'utilisation équitable de ces ressources et droits.	Institutionnalisation, au niveau local, de mécanismes de reddition de comptes qui permettent aux bénéficiaires de suivre l'exécution des transferts en espèces et de repérer les irrégularités potentielles.
ÉGALITÉ DES SEXES	La FAO œuvre en faveur de l'adoption de mesures visant à assurer l'égalité entre les femmes et les hommes dans leur accès aux ressources et aux services productifs, dans leur capacité à peser sur la prise de décision dans les institutions et dans leur capacité à tirer parti des débouchés économiques pour améliorer leur bien-être.	Les politiques de protection sociale sensibles aux questions de parité hommes-femmes tiennent compte des préoccupations et des priorités concernant la parité hommes-femmes aux niveaux des ménages, des communautés et des institutions.	Les programmes garantissent aux femmes et aux hommes un accès équivalent aux services et aux ressources productives et ciblent les personnes exclues de la prise de décision et des débouchés économiques au moyen de mesures d'autonomisation sociale et économique et d'une éducation tenant compte des questions de parité.	Programmes de travaux publics qui tiennent compte des interventions à faible intensité de main-d'œuvre et qui offrent aux femmes de véritables chances de participer, tout en assumant leurs responsabilités en matière de garde et de soins (par exemple en prévoyant des garderies sur les sites des travaux publics).
DURABILITÉ	La FAO œuvre en faveur de systèmes et de mesures de protection sociale durables sur les plans financier, technique et institutionnel et qui favorisent la protection de l'environnement et le bien-être social, renforcent progressivement la résilience économique et garantissent la bonne gouvernance.	Les politiques menées dans les différents secteurs contribuent à l'existence de systèmes de protection sociale durables sur les plans financier, technique et institutionnel et qui préviennent les effets négatifs à long terme aux niveaux social et environnemental et contribuent progressivement à l'apparition d'écosystèmes et de systèmes alimentaires sains.	Les programmes préviennent les effets néfastes sur l'environnement et les effets sociaux négatifs y afférents, favorisent la gestion durable des ressources naturelles, contribuent à l'existence d'écosystèmes et de systèmes alimentaires sains et renforcent et maintiennent l'autonomie des moyens d'existence et la stabilité à long terme des institutions responsables.	Compléter les interventions fondées sur des transferts en espèces avec des services de formation et des informations adéquates sur la gestion durable des ressources naturelles.

EXPLOITER LES INFORMATIONS FACTUELLES DISPONIBLES

On dispose d'informations factuelles solides sur les interventions de protection sociale, informations que la FAO contribue à réunir et qui permettent de tirer plusieurs enseignements importants en vue de rendre plus efficace la (re)conception des mesures de protection sociale, comme le montrent les expériences acquises en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Le montant de l'allocation/du transfert, la prévisibilité et la régularité de l'allocation/du transfert et de la prestation des services, le profil des bénéficiaires et la communication qui accompagne l'aide sont des éléments qui peuvent influencer fortement sur l'impact des interventions de protection sociale.

Le montant de l'allocation/du transfert a de l'importance, surtout lorsque l'on s'intéresse aux investissements économiques et productifs, comme l'ont montré les informations factuelles tirées du PtoP et du Transfer project (Transfer Project, 2014; FAO, 2016a). Par exemple, s'agissant des transferts en espèces en Afrique subsaharienne, on peut observer des changements dans la consommation alimentaire, des incidences économiques, des répercussions sur la production et des impacts sur l'économie locale lorsque le transfert dépasse d'au moins 15 à 20 pour cent les dépenses alimentaires du ménage.

La régularité et la prévisibilité du versement des allocations/transferts facilitent la planification, le lissage de la consommation et l'investissement (Barca *et al.*, 2015). La fonction protection et gestion des risques de la protection sociale, et notamment des transferts en espèces, est assurée au mieux lorsque les bénéficiaires sont capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et autres besoins essentiels immédiats et aussi de planifier les investissements des ressources qui leur parviennent et de mieux gérer les risques, notamment en contractant des crédits et/ou en réalisant des investissements. La capacité à planifier et à gérer les chocs prévisibles et récurrents réduit par ailleurs la probabilité de recours à des stratégies d'adaptation négatives, par exemple la vente de biens de production, la déscolarisation des enfants ou encore la réduction de la consommation alimentaire et/ou la consommation d'aliments de moindre qualité. Il faut aussi tenir compte des besoins locaux et de l'environnement lorsque l'on définit la périodicité des transferts. Les transferts saisonniers, qui peuvent servir à aider les agriculteurs pendant la période de soudure ou à protéger les animaux pendant la saison de frai ou d'accouplement, en sont un bel exemple. La fréquence et la régularité des paiements auront par ailleurs un effet sur la façon dont le programme sera perçu et soutenu au niveau local. En raison de l'irrégularité des paiements et du faible montant des transferts (comme au Ghana au moment de l'évaluation du programme), le programme n'a eu aucun effet sur la consommation. Par contre, en Zambie, l'évaluation sur 24 mois du programme d'allocations familiales a montré que les paiements étaient distribués en temps utile (tous les deux mois) dans tous



les districts. Le programme a ainsi eu un effet important sur l'augmentation de la consommation moyenne des ménages bénéficiaires (AIR, 2013).

Le *profil des bénéficiaires* et de leurs ménages a également une influence sur le type d'impact auquel on peut s'attendre. Les pays définissent les critères d'admissibilité aux programmes sur la base de leur définition de la pauvreté et des vulnérabilités sociales. Ces critères auront ensuite un effet sur l'ampleur et le type d'impact auquel on peut s'attendre. Par exemple, les programmes qui ciblent les ménages avec des jeunes enfants au cours des 1 000 premiers jours auront probablement des incidences sur la nutrition, le développement du jeune enfant ou la mortalité. Les programmes qui touchent les ménages avec des enfants plus âgés peuvent avoir des incidences sur la scolarisation dans l'enseignement secondaire, l'emploi des jeunes et la réduction des comportements à risque s'agissant du VIH.

La *communication* qui accompagne le transfert peut aussi avoir une influence sur l'utilisation de celui-ci. La communication de messages spécifiques associés à la conception et à la stratégie de communication du programme a engendré des investissements essentiellement dans l'éducation et les besoins de base et même, dans certains cas, dans les intrants agricoles. Les programmes de protection sociale, tels que les transferts en espèces, peuvent ainsi être de bons points d'entrée pour la communication de messages concernant les questions de subsistance, notamment l'amélioration des pratiques nutritionnelles, les bonnes pratiques d'assainissement et d'hygiène ou l'égalité des sexes (Barca *et al.*, 2015).

S'ATTAQUER AUX VULNÉRABILITÉS MULTIPLES

La protection sociale, et notamment les transferts de revenu, peut avoir des effets favorables sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition: accès, disponibilité, stabilité et utilisation. Toutefois, pour maximiser et maintenir ces effets, il faut mener des interventions complémentaires²⁵ qui *jettent des ponts entre transferts et promotion des moyens d'existence* afin de s'attaquer simultanément aux multiples vulnérabilités sociales, économiques et environnementales et de créer des moyens d'existence durables et résilients.²⁶ La FAO cherche donc à aider les pays à garantir l'efficacité de la conception opérationnelle de programmes de protection sociale qui ne s'appuient pas seulement sur des *transferts* mais qui soutiennent aussi d'autres sources de revenu, à savoir la *production* et le *travail*, comme expliqué dans la section qui suit.

C. Une approche systémique: harmoniser les politiques de protection sociale et les interventions de promotion des moyens d'existence

Les *revenus tirés de la production* viennent de moyens d'existence agricoles et comprennent l'argent liquide obtenu de la vente de produits, de bétail ou de poisson, et les aliments provenant des cultures, du bétail, d'autres animaux et de produits sauvages. On peut dynamiser la *production* au moyen d'instruments tels que les transferts destinés à l'achat

²⁵ La sécurité de revenu donne accès aux aliments et conduit à l'utilisation efficace de ceux-ci uniquement si les deux autres dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition (disponibilité et stabilité) sont correctement prises en considération. Voir aussi HLPE (2012) *La protection sociale pour la sécurité alimentaire. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition*. Voir <http://www.fao.org/3/a-me422f.pdf>

²⁶ On a constaté au Rwanda que, même dans un contexte où les liens entre les agriculteurs et les marchés restaient faibles, la combinaison d'une formation et d'un transfert de biens de production avait des effets permanents et économiquement significatifs sur les revenus et l'accumulation de biens de production, tout en favorisant une augmentation de la production laitière des ménages et la productivité du bétail. Voir Argent *et al.* (2014) *Livestock Asset Transfers With and Without Training: Evidence from Rwanda*. Au Bangladesh et en Éthiopie, deux exemples parmi plusieurs autres, l'approche des Comités pour l'aide à la réhabilitation du Bangladesh (BRAC) a combiné les transferts en espèces et les transferts et la formation, constituant un ensemble d'interventions en faveur des moyens d'existence, ce qui a accru le nombre de personnes qui ont développé des moyens d'existence durables. Voir Alderman et Yemtsov (2012) *Productive Role of Social Protection*. Background Paper for the World Bank 2012-2022 Social Protection and Labor Strategy; Berhane *et al.* (2013) *Evaluation of Ethiopia's Food Security Programme: Documenting Progress in the Implementation of the Productive Safety Nets Programme and the Household Asset Building Programme*. Programme d'appui à la stratégie de l'Éthiopie (ESSP) II – rapport de l'institut éthiopien de recherche pour le développement (EDRI).

d'intrants, le crédit ou l'assurance indexée sur les conditions météorologiques. Les *revenus tirés du travail*, eux, sont les gains issus des micro-entreprises ou de l'emploi à grande échelle, officiel ou non (salaire, paie quotidienne ou bénéfices irréguliers des micro-entreprises du secteur non structuré), en espèces ou en nature; on peut les renforcer au moyen d'instruments tels que le développement des compétences, les filets de sécurité fondés sur l'emploi ou la protection des travailleurs agricoles du secteur non structuré (Devereux, 2016). Idéalement, les interventions portent sur plusieurs de ces sources de revenu, comme le font les ensembles d'interventions visant les moyens d'existence en combinant fourniture de biens de production et formation complémentaire. Cette section met en évidence les liens qui existent entre la protection sociale et les interventions agricoles, ainsi qu'entre la protection sociale et l'emploi (rural) décent, et le potentiel qu'elles recèlent lorsqu'il s'agit de s'attaquer à des vulnérabilités et à des risques plus larges dans le cadre d'une approche systémique d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Cette approche systémique intègre et combine toutes les fonctions de la protection sociale dans un ensemble coordonné d'interventions afin de répondre aux différents besoins, risques et vulnérabilités, tout au long de la vie de tous les groupes sociaux et collectivités (Rawlings, Murthy et Winder, 2013), y compris les populations rurales et les ménages dont les moyens d'existence dépendent des ressources naturelles. La FAO s'efforce de promouvoir une approche systémique de la protection sociale afin d'éviter la fragmentation des interventions et, avec ses partenaires, de construire et de renforcer des systèmes nationaux de protection sociale bien intégrés dans des stratégies plus larges de promotion des moyens d'existence et de développement rural.

PROTECTION SOCIALE ET AGRICULTURE

La protection sociale et les interventions agricoles,²⁷ qui ciblent les petits agriculteurs, les pasteurs, les forestiers et les pêcheurs, couvrent souvent les mêmes zones géographiques et ciblent les mêmes ménages. Il en découle des possibilités de synergies et de complémentarités qui renforceraient les moyens d'existence des ménages ruraux vivant dans la pauvreté.

Les interventions agricoles visant les petits exploitants peuvent réduire la vulnérabilité des ménages et les risques mesurés par les indicateurs de sécurité des moyens de

²⁷ Dans ce contexte, l'agriculture englobe la culture végétale, l'élevage ainsi que la foresterie, la pêche et le développement des ressources en terre et en eau. Les interventions agricoles transcendent les pratiques, les investissements et les politiques agricoles.

subsistance. De nombreuses interventions agricoles ne se limitent pas à accroître les revenus des ménages. Les interventions qui améliorent l'accès aux infrastructures, à l'irrigation, aux services de vulgarisation, aux technologies concernant les intrants et au microcrédit peuvent entraîner des améliorations dans la consommation et la sécurité alimentaire des ménages, ainsi que dans l'accumulation de moyens de production durables (Tirivayi, Knowles et Davis, 2013; FAO, 2016a). Par ailleurs, certaines études ont montré que les interventions qui garantissaient l'accès à la terre et/ou qui offraient une assurance contre d'éventuelles pertes de récoltes, et qui renforçaient donc la certitude, débouchaient sur des investissements accrus dans des micro-entreprises offrant des rendements élevés (Tirivayi, Knowles et Davis, 2013; FAO, 2016a).

Les politiques et programmes coordonnés dans le domaine de l'agriculture et de la protection sociale peuvent aider ces ménages à sortir de leur situation défavorisée et contribuer à prévenir la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. La protection sociale peut apporter des liquidités et de la certitude aux petites exploitations des familles pauvres, ce qui leur permet d'investir dans l'agriculture, de réorienter leur travail vers des activités sur le lieu d'exploitation, d'investir dans le développement du capital humain, de participer davantage à des réseaux de relations (qui sont une source importante de gestion informelle des risques) et de mieux gérer les risques, ce qui leur offre la possibilité de se lancer dans des activités agricoles et des activités de subsistance plus rentables. Les interventions agricoles peuvent aussi favoriser la croissance de la productivité des petites exploitations familiales en visant les contraintes structurelles qui entravent l'accès à la terre et aux ressources en eau, aux intrants, aux services de conseil et de vulgarisation et aux marchés.



La FAO a mis au point un cadre d'analyse en vue de renforcer la cohérence entre l'agriculture et la protection sociale, qui donne des exemples de points d'entrée opérationnels pour renforcer la cohérence entre la protection sociale et l'agriculture en Afrique subsaharienne (FAO, 2016a). Une approche similaire est en cours d'élaboration pour d'autres régions également. Les points d'entrée mis en évidence sont notamment les suivants:

- > Mobiliser les responsables politiques: compte tenu de la reconnaissance croissante du rôle combiné que jouent l'agriculture et la protection sociale²⁸ dans la réduction de la faim et des efforts actuellement déployés en ce sens au niveau des pays, on a besoin d'un appui politique plus fort afin de traduire les engagements mondiaux et régionaux en résultats concrets au niveau des pays.
- > Adapter les cadres de décision et d'investissement liés à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la réduction de la pauvreté et au développement rural de façon à prendre en considération le rôle que l'agriculture et la protection sociale peuvent jouer, ensemble, dans la réalisation de leurs objectifs. De même, il faut reconnaître, dans le cadre des politiques agricoles, que la protection sociale peut contribuer à améliorer l'inclusion au niveau de la production.
- > Renforcer les mécanismes de coordination aux niveaux national et sous-national pour faire en sorte que l'agriculture et la protection sociale y soient bien représentées, que les procédures formelles de coopération soient claires et que les organismes disposent des capacités voulues.
- > Harmoniser le ciblage en s'accordant sur la question de savoir quels ménages doivent être ciblés par les différentes interventions et sur les critères pertinents de ciblage, et en partageant des informations sur les participants aux différents programmes.
- > Soutenir la conception et la mise en œuvre des programmes: choisir les bons instruments (subvention et/ou transfert en espèces, par exemple), déterminer le montant de l'allocation/du transfert en fonction de l'effet souhaité, garantir la distribution rapide et prévisible des allocations/transferts, garantir la prise en considération de la saisonnalité rurale et agricole et du profil des bénéficiaires, communiquer à propos de l'utilisation des allocations/transferts et des services d'appui.

²⁸ Voir CSA (2013) ou la Déclaration de Malabo de 2014.

ENCADRÉ 9 ÉTABLIR DES LIENS ENTRE LA PRODUCTION DES PETITS EXPLOITANTS ET LES ACHATS LOCAUX DE VIVRES POUR LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE

L'établissement de liens entre les interventions agricoles et les achats locaux de vivres pour les programmes d'alimentation scolaire est un bon exemple de la façon dont il est possible de soutenir à la fois la production et la consommation alimentaires au niveau local. Les interventions de ce genre améliorent les méthodes de production et la productivité des agriculteurs vulnérables en fournissant des intrants agricoles, des services de vulgarisation et des formations aux fins de la gestion durable des ressources naturelles. Elles comprennent aussi des achats de vivres, auprès des agriculteurs locaux bénéficiaires, pour des programmes d'alimentation scolaire.

La FAO a une vaste expérience de l'amélioration de l'alimentation scolaire au moyen d'achats locaux au titre de l'Initiative pour l'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim en 2025, menée en coopération avec le Gouvernement brésilien et d'autres gouvernements nationaux. L'approche, mise en œuvre dans 11 pays de la région, vise à stimuler la participation de la communauté en encourageant les achats par les pouvoirs publics de denrées alimentaires produites par des exploitants familiaux (FAO, 2014c).²⁹ En Afrique, la FAO travaille aussi en coopération avec le Brésil, le Ministère britannique du développement international et le Programme alimentaire mondial (PAM) en vue d'aider les pays à jeter des ponts entre les petits producteurs et les marchés institutionnels locaux dans des activités pilotes menées en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Sénégal dans le cadre de l'initiative Acheter aux Africains pour l'Afrique (PAA). Cette initiative a ciblé des ménages pauvres et vulnérables vivant dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire, parmi lesquels plus de 5 000 agriculteurs et 128 000 étudiants depuis 2012 (PAA, 2014). Elle aide aussi à favoriser l'accès à des aliments variés et nutritifs pour les écoliers: au Malawi, des vulgarisateurs ruraux et des nutritionnistes travaillent avec des coopératives locales d'agriculteurs afin de déterminer la composition idéale des approvisionnements pour diversifier les menus des repas scolaires. Cette approche influence aussi les agriculteurs lorsque ceux-ci décident quoi produire et quoi vendre et aussi comment gérer durablement leurs ressources naturelles.

PROTECTION SOCIALE ET EMPLOI RURAL DÉCENT

Les interventions de protection sociale ont un effet à la fois sur l'offre et sur la demande de travail et peuvent renforcer différents résultats obtenus en matière de développement qui contribuent directement ou indirectement à l'emploi rural décent.³⁰

²⁹ Voir aussi le site web du projet, à l'adresse <http://www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/projects/school-feeding/en/>.

³⁰ On entend par «emploi rural décent» tout emploi, métier, travail, commerce ou service effectué par des femmes, des hommes, des adultes et des jeunes dans des zones rurales qui: (i) respecte les normes fondamentales du travail telles qu'elles sont définies dans les conventions de l'OIT; (ii) fournit un revenu suffisant pour vivre décemment; (iii) garantit un niveau adéquat de sécurité et de stabilité de l'emploi; (iv) adopte des mesures minimales visant à améliorer la santé et la sécurité sur le lieu de travail et qui sont adaptées aux risques et dangers inhérents à chaque secteur professionnel; (v) évite les heures de travail excessives et accorde suffisamment de temps de repos; et (vi) favorise l'accès à une formation technique et professionnelle adaptée. Voir aussi la définition appliquée de l'emploi rural décent donnée par la FAO, à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-av092f.pdf>.

Plus spécialement, les interventions de protection sociale peuvent accroître le revenu tiré du travail et améliorer les rendements du développement des compétences des populations rurales qui vivent dans la pauvreté. Les informations factuelles disponibles montrent que la protection sociale a des effets positifs sur: (1) le développement du capital humain, (2) la création d'emplois, (3) la sécurité d'emploi, (4) les changements dans la répartition du travail au sein du ménage et (5) les conditions de travail. De nombreuses études montrent que la protection sociale peut renforcer la capacité des travailleurs à trouver un emploi rémunérateur et qu'elle a tendance à pousser à la hausse la demande de travail dans les activités agricoles sur le lieu d'exploitation, et non à créer de la dépendance ou à inciter les bénéficiaires à ne pas travailler, et qu'elle peut aussi stimuler les investissements dans des entreprises familiales non agricoles (Samson *et al.*, à venir; FAO, 2015c). Bien conçues, les interventions de protection sociale peuvent aussi améliorer les conditions de travail, offrir un certain pouvoir de négociation ou des mécanismes de responsabilisation et conduire à une hausse des salaires ruraux (Berg *et al.*, 2012). Cela étant, les interventions à forte intensité de main-d'œuvre, telles que les programmes de travaux publics, peuvent alourdir la charge de travail et nécessiter un travail manuel pénible si elles sont mal conçues; elles seront dès lors moins accessibles aux femmes et aux jeunes et conviendront moins à ces publics. Toutes ces considérations ont plusieurs incidences au niveau des grandes orientations et au niveau opérationnel, compte tenu des trois principes directeurs de la FAO.

1. En concevant des interventions de protection sociale inclusives qui s'étendent aux zones rurales, on peut toucher les travailleurs ruraux, et les mécanismes de responsabilité sociale institutionnalisés au niveau local peuvent assurer le respect des principes de travail décent inclus dans la conception des interventions.
2. En combinant les interventions de protection sociale avec des interventions complémentaires sur le marché du travail, par exemple des formations ciblant les travailleurs ruraux sans emploi ou en sous-emploi, et surtout les femmes, on peut accroître les investissements dans le capital humain et la productivité des travailleurs et, dès lors, améliorer l'accès des travailleurs à de meilleurs emplois.
3. On peut garantir la durabilité au niveau institutionnel au moyen de cadres juridiques nationaux et en assurant la cohérence entre les politiques et programmes dans le domaine de la protection sociale, de l'agriculture et du développement rural qui favorisent la productivité et/ou la création d'emplois,³¹ créent les conditions propices à des marchés du travail ruraux plus dynamiques et donnent accès à des emplois agricoles et non agricoles rémunérateurs et décents.

³¹ Cette approche comprend également les investissements dans l'infrastructure rurale (irrigation, routes et infrastructures de commercialisation, par exemple), l'amélioration des services financiers ruraux, la révision des réglementations du travail restrictives ou encore la facilitation du développement des chaînes de valeur agricoles et des activités non agricoles qui y sont liées, comme on le verra dans la section suivante.

ENCADRÉ 10 RELIER PROTECTION SOCIALE ET INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LE CONTEXTE RURAL

En les combinant avec des interventions complémentaires sur le marché du travail, telles que l'éducation ou la formation professionnelle et technique, on peut rendre les interventions de protection sociale plus durables: (i) en permettant l'aide ciblée des travailleurs ruraux sans emploi ou en sous-emploi, par exemple les femmes et les jeunes, (ii) en améliorant leur capital humain et leur productivité sur le long terme et (iii) en améliorant leur accès à de meilleurs emplois. On peut renforcer et pérenniser ces effets en combinant la formation avec une aide à la recherche d'emploi et au développement d'une entreprise, ou en donnant accès aux technologies et aux intrants, comme expliqué dans la section précédente, de façon à accroître la production, à répondre à la demande locale et, ainsi, à stimuler les réinvestissements et la création d'emplois plus décents.

En Zambie, le programme national de transferts en espèces à plusieurs catégories a eu des incidences sur la dynamique de l'emploi rural dans les communautés participantes. En leur offrant un revenu modeste mais régulier, le programme a permis aux ménages bénéficiaires d'engager des travailleurs pour cultiver leurs champs. Cela a permis aux membres des ménages de travailler moins, ou de travailler dans d'autres domaines, et généré le capital nécessaire pour le développement des activités de production et de petites entreprises de négoce pour certains. Par ailleurs, grâce aux transferts en espèces, les bénéficiaires n'étaient plus tributaires d'un travail à la pièce pour obtenir un revenu, et ils ont ainsi pu se concentrer sur leurs propres activités productives. Quant aux non-bénéficiaires, ils ont maintenant davantage de possibilités d'emploi sur les exploitations bénéficiaires, étant donné que le programme a permis aux bénéficiaires de réaliser certains investissements, surtout pour améliorer les biens de production, s'agissant par exemple de la stabulation, et de créer ainsi des possibilités d'emploi pour les (non-)bénéficiaires.

PROTECTION SOCIALE TENANT COMPTE DE LA NUTRITION

Les politiques et programmes de protection sociale peuvent apporter des réponses aux causes fondamentales et sous-jacentes de la malnutrition. Bien conçus, ces politiques et programmes peuvent avoir des effets positifs multiples sur la nutrition. On peut *accroître la consommation alimentaire et améliorer la diversité des apports alimentaires des ménages* en leur offrant des transferts sociaux, notamment en espèces. Les informations factuelles disponibles montrent que les espèces servent d'abord à augmenter le nombre de repas quotidiens et à diversifier le régime alimentaire (Transfer Project, 2014).

Grâce aux transferts, on peut aussi *réduire autant que possible le recours aux mécanismes d'adaptation négatifs qui nuisent à la nutrition et à la santé*. En cas de crises – sécheresse, inondation, échec des récoltes, maladie dans la famille, par exemple –, ces transferts peuvent rendre inutile le recours, par les familles, à des mécanismes d'adaptation négatifs, tels que la réduction de l'apport alimentaire des enfants ou leur déscolarisation

pour que ceux-ci contribuent aux activités génératrices de revenus de la famille. On peut aussi réduire *les obstacles économiques et sociaux qui entravent l'accès aux services*, étant donné que les transferts aident les familles à assumer les coûts indirects (par exemple le transport ou les uniformes) ou directs (par exemple les frais de soins de santé à la charge du patient ou les frais de scolarité) inhérents à l'accès à ces services. Outre les liens directs concernant la variété, la sécurité sanitaire et la quantité des aliments consommés par chaque individu, la protection sociale peut aussi avoir un effet sur d'autres facteurs déterminants de la nutrition, par exemple les pratiques relatives aux soins, à l'assainissement et à l'éducation, ou sur des causes fondamentales de la malnutrition, par exemple l'accès insuffisant aux ressources.

Les informations factuelles tirées de différentes études montrent que les interventions de protection sociale peuvent accroître la consommation alimentaire et améliorent souvent la variété du régime alimentaire et la participation aux soins de santé de prévention, mais qu'il faut mettre ces interventions en œuvre dans le cadre d'une approche multisectorielle de la nutrition si l'on veut obtenir des effets durables sur le retard de croissance, le dépérissement ou les carences en micronutriments.³²

Aujourd'hui, bien que l'on commence à réunir des informations factuelles sur les effets de la protection sociale sur la nutrition, il reste d'importantes lacunes dans les connaissances et d'importants défis en matière de politiques. De nombreuses interventions de protection sociale n'ont pas pour objet d'améliorer la situation de la nutrition, ce qui est particulièrement pertinent dans les cas où la forte prévalence de la malnutrition est étroitement liée à la pauvreté et à la marginalisation. Et dans les rares cas où ces interventions visent à améliorer la nutrition, bien souvent les résultats attendus et les indicateurs de progrès ne sont pas définis clairement lors de la phase initiale de conception des politiques et des programmes. Il est donc nécessaire d'obtenir davantage d'informations factuelles pour répondre à la question de savoir quel ensemble d'interventions de protection sociale tenant compte de la nutrition sera le plus efficace pour contribuer à la réalisation des objectifs nutritionnels. La FAO cherche à combler ces lacunes. Elle a pour ce faire recensé les approches suivantes en vue de renforcer la cohérence entre protection sociale et nutrition (FAO, 2015b):

- Renforcer l'approche multisectorielle de la nutrition en inscrivant dans un ensemble cohérent les interventions de protection sociale, les interventions portant sur la nutrition et les interventions agricoles tenant compte de la nutrition.

³² Voir par exemple le numéro spécial du *Lancet* (2013) consacré à la nutrition de la mère et de l'enfant: <http://www.thelancet.com/series/maternal-and-child-nutrition>.

- Aligner le ciblage, surtout dans les contextes où la pauvreté rurale est un facteur déterminant clé de la malnutrition, de façon à faire de la pauvreté et de la nutrition des critères pour le ciblage géographique, à superposer la cartographie de la pauvreté et la cartographie en matière de nutrition et à mener des discussions sur la pertinence de l'inclusion d'indicateurs relatifs à la nutrition et à la pauvreté pour la définition des critères d'admissibilité.
- Inclure des indicateurs concernant spécialement la sécurité alimentaire et la nutrition afin d'évaluer l'impact des interventions de protection sociale: les cadres de suivi doivent comprendre un large éventail d'indicateurs, notamment des mesures anthropométriques, mais aussi la variété de l'alimentation ou la fréquence des repas, la consommation alimentaire (particulièrement pertinente, surtout pour améliorer l'alimentation complémentaire au lait maternel) et la participation aux activités relatives à la santé et à la nutrition, parmi lesquelles les campagnes de sensibilisation et les campagnes nationales sur la nutrition.
- Concevoir des ensembles d'interventions («cash plus») qui exploitent le ciblage utilisé pour les programmes de protection sociale, qui visent à atteindre les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, et qui offrent aux bénéficiaires un accès aux services de nutrition, tout en favorisant l'agriculture tenant compte de la nutrition.



- Coordonner la gestion des dossiers, non seulement à des fins de recensement et de suivi des bénéficiaires s'agissant de l'utilisation des transferts et des difficultés rencontrées dans l'exécution des transferts, mais aussi aux fins de coordination avec les travailleurs sociaux dans le domaine de la santé, de la nutrition et de l'agriculture en vue d'apporter un soutien complet.

D

Compléter la protection sociale avec des catalyseurs ruraux pour s'attaquer aux vecteurs de la faim et de la pauvreté

Les «catalyseurs ruraux» sont des ressources ou conditions d'ordre socioéconomique ou institutionnel dont la présence est en corrélation directe avec des incidences potentielles des régimes de protection sociale sur la réduction de la pauvreté rurale, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (Sabates-Wheeler, Tefera and Bekele, 2012). On peut classer les catalyseurs de différentes façons. Les catalyseurs sont habituellement des conditions propres à une communauté ou à un lieu; ils sont généralement de nature socioéconomique ou ont trait à l'accès aux biens de production ou aux services dans le contexte rural. La disponibilité de l'eau ou d'une infrastructure d'irrigation et la gestion des bassins versants ou l'accès à celles-ci, ou encore la présence d'infrastructures pour l'énergie ou les services collectifs sont quelques exemples de catalyseurs propres à un lieu. Les services de vulgarisation agricole, les services d'investissement au niveau des communautés, les marchés du crédit ou les services sociaux de base tels que les centres de soins de santé et d'enseignement sont quelques exemples de catalyseurs axés sur les services.

Dans les pays en développement, les zones rurales manquent souvent de catalyseurs dans les marchés des capitaux ou de l'investissement. Ces catalyseurs sont notamment: la disponibilité de structures bancaires et de services de finances rurales, la disponibilité de biens et de fournitures pour le négoce ou encore l'existence et l'entretien de routes rurales qui permettent aux marchés de fonctionner. Cependant, il ne suffit pas que les marchés fonctionnent pour assurer une répartition équitable des avantages du commerce, il faut aussi tenir compte du fait que des individus sont en mesure de participer aux marchés et d'autres pas. À cet égard, les organisations rurales, formelles et informelles, peuvent poursuivre des objectifs socioéconomiques communs consistant à assurer la continuité de l'activité économique et la stabilité des marchés.

Elles peuvent offrir un cadre à des arrangements collectifs dans différents domaines: stabilité des prix des denrées alimentaires; négociations collectives; atténuation et répartition du risque; redistribution des ressources; et services sociaux de base ou prêts destinés à aider à la production et à accroître les revenus. Les organisations rurales, pourvu qu'elles soient représentatives et ouvertes à tous, peuvent aussi aider à l'autonomisation des petits exploitants en offrant des plateformes qui peuvent servir à informer et aussi à améliorer les services de protection sociale dans les zones rurales (meilleur ciblage, promotion de l'inscription des bénéficiaires, suivi local, par exemple).

ENCADRÉ 11 RELIER L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS ET LA PROTECTION SOCIALE POUR FAVORISER LES MOYENS D'EXISTENCE RURAUX

L'accès insuffisant aux services financiers est depuis longtemps considéré comme l'une des plus grandes contraintes du développement rural. Des systèmes financiers ouverts à tous qui offrent des services financiers (crédit, assurance et épargne, par exemple) aux groupes pauvres et vulnérables, surtout les jeunes et les femmes, peuvent s'articuler avec des instruments de protection sociale qui soutiennent les moyens d'existence ruraux.

Le rôle que joue la FAO dans les finances rurales et agricoles consiste essentiellement à aider les gouvernements à restructurer les systèmes financiers ruraux et à promouvoir les meilleures pratiques pour le financement de la petite agriculture et des chaînes de valeur rurales. S'appuyant sur son expertise, la FAO peut aider à l'établissement de liens entre des instruments financiers innovants et inclusifs et les mécanismes de protection sociale. L'analyse des liens entre l'accès aux services financiers et la protection sociale et le recensement des bonnes pratiques et de leurs incidences sur le développement rural contribueront à améliorer les avis que fournit la FAO en vue de la conception de politiques efficaces pour la réduction de la pauvreté rurale.

L'efficacité des systèmes de protection sociale dépend notamment de la réponse à la question de savoir comment leur conception s'inscrit dans le contexte rural et si elle s'appuie sur l'existence, la complexité et la contribution des catalyseurs ruraux au niveau de la définition des programmes et de leur mise en œuvre. La FAO cherche à établir des liens entre les interventions de protection sociale et les catalyseurs ruraux existants et à œuvrer en faveur d'une conception qui maximise leurs incidences positives sur l'environnement socioéconomique et politique local. Les activités de la FAO s'appuient sur les capacités nationales et sous-nationales existantes dans les zones rurales, y compris les organisations rurales formelles et informelles, étant donné que ces dernières sont souvent les seuls mécanismes existants pour la prestation de services dans les zones reculées.



5

PRINCIPALES STRATÉGIES D'ACTION



©FAO/Fabrizio Crippa

Compte tenu des principes qui justifient son engagement dans la protection sociale, la FAO vise à se concentrer sur les stratégies clés suivantes pour son action en la matière:

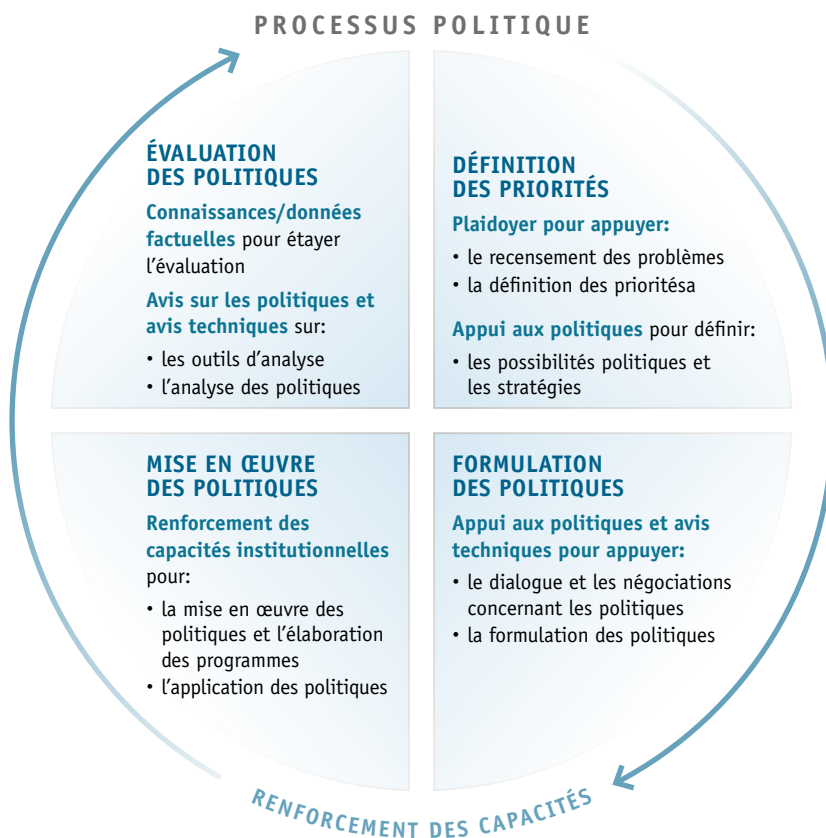
- > **favoriser et soutenir le dialogue sur les politiques** aux niveaux mondial, régional et national, et renforcer la cohérence des politiques et des programmes entre la protection sociale et les autres domaines relevant de son mandat;
- > **produire et diffuser des connaissances et des informations factuelles** sur le rôle que joue la protection sociale dans la réduction de la pauvreté rurale, et notamment améliorer la collecte de données, l'évaluation des effets et la recherche opérationnelle afin d'étendre la portée et de renforcer l'impact de la protection sociale et d'améliorer sa cohérence avec l'agriculture;
- > **développer les capacités** au niveau régional et au niveau des pays, notamment celles des structures sous-nationales et communautaires, afin de contribuer à la préparation, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de politiques et de programmes fondés sur des informations factuelles;
- > **renforcer les activités de plaidoyer et de sensibilisation fondées sur des informations factuelles**, pour contribuer à façonner les priorités mondiales, régionales et nationales en matière de protection sociale, de sécurité alimentaire, de nutrition et d'agriculture, tout en sensibilisant les acteurs au rôle clé que la protection sociale joue dans la réduction de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire; et
- > **faciliter les partenariats stratégiques** sur la protection sociale pour la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture et le développement rural entre les gouvernements, les partenaires de développement, la société civile et le secteur privé, y compris la collaboration Sud-Sud.

A. Contexte d'application

La FAO s'attache à garantir la durabilité des interventions en veillant à ce que les pays se les approprient. Elle aligne donc son aide sur le processus politique national (figure 3) et collabore avec les gouvernements et les autres parties prenantes nationales en vue de mettre en place et de renforcer des systèmes de protection sociale qui s'attaquent aux causes multiples de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

La FAO travaille également dans les cas où une telle collaboration à long terme avec les gouvernements se révèle difficile, que ce soit en raison de situations d'urgence

FIGURE 3 Domaines de travail clés de la FAO dans la protection sociale d'un bout à l'autre du processus politique



dues à des catastrophes naturelles (sécheresse, inondations, ouragans, séismes, épidémies, etc.), de crises créées par l'homme (chocs socioéconomiques, conflits, etc.) ou de crises prolongées (situations d'urgence complexes et prolongées qui combinent deux ou plusieurs aspects des crises susmentionnées). Dans de telles situations, la FAO collabore avec les ménages, les communautés et les institutions locales afin de renforcer les capacités de ces acteurs à faire face aux crises tout en protégeant leurs moyens d'existence.

Dans les deux cas, la FAO s'efforce de conclure des partenariats avec d'autres organismes internationaux, notamment les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, l'UNICEF, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du travail

(OIT), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et d'autres, afin d'accroître la cohérence interne et externe des mesures de protection sociale.

ENCADRÉ 12 IMPLICATIONS OPÉRATIONNELLES DE LA PROTECTION SOCIALE DANS LES CONTEXTES D'URGENCE HUMANITAIRE ET DE FRAGILITÉ

La protection sociale peut aider à renforcer les capacités des communautés et des ménages à se préparer aux chocs et aux stress et à les surmonter. Pour concrétiser ce potentiel, il faut voir au-delà de la réduction de la vulnérabilité lors de la définition des priorités des programmes et des résultats escomptés. Fonder la programmation sur les risques n'est pas suffisant: il faut également l'orienter vers les capacités existantes, aux niveaux national et sous-national et, surtout, au niveau des communautés.

Afin de comprendre l'éventail complet des programmes nécessaires pour la résilience face aux risques économiques, sociaux, politiques et environnementaux, il est essentiel de procéder à des évaluations multisectorielles des risques et des vulnérabilités et de mettre en œuvre une programmation qui tient compte des risques. Ni la question de la vulnérabilité, ni celle de la résilience ne peut être abordée par un seul secteur ou un seul organisme, et les analyses conjointes peuvent favoriser la coordination efficace des mesures entre les différents secteurs et les différents organismes ainsi que l'utilisation de ces évaluations pour éclairer la conception des programmes de protection sociale.

Lorsque des systèmes nationaux de protection sociale existent, il est important de renforcer leur conception afin de les rendre plus flexibles et réactifs aux chocs et aux stress. Les programmes de protection sociale doivent pouvoir absorber (temporairement) des bénéficiaires supplémentaires ou accroître le montant du transfert (paiement complémentaire) afin de faire face à l'impact du choc en cours, qu'il soit prévisible ou inattendu.

Il faut permettre aux gouvernements d'anticiper et de prévenir les crises et de définir les plans nécessaires à cet égard en adaptant les critères d'admissibilité, le montant des transferts et les mécanismes d'exécution des programmes, ainsi qu'en créant des structures de financement de secours.³³

Dans les cas où les interventions d'urgence sont dirigées par les donateurs en raison de l'insuffisance des capacités des pouvoirs publics, il est essentiel, lors de la définition des programmes, de se diriger non plus vers des interventions d'urgence mais vers des systèmes de protection sociale qui peuvent réagir rapidement aux chocs et aux stress. Les structures existantes de mise en œuvre de l'intervention humanitaire, dont on a évalué la capacité, peuvent servir d'éléments constitutifs d'un système adaptatif à moyen terme.

Il demeure essentiel de conclure des partenariats entre les secteurs, les organisations et les ministères afin de faire la synthèse des différentes dimensions de l'élaboration des programmes en matière de résilience.

³³ Par exemple, en Éthiopie et au Lesotho, les systèmes de protection sociale ont été dotés de mécanismes flexibles permettant de réagir à des crises prévisibles et récurrentes, d'autant que ces crises nuisaient à la sécurité alimentaire. En Éthiopie, les répercussions de la sécheresse de 2011 ont été significativement réduites grâce au Programme de protection sociale fondé sur les activités productives, une aide qui a été prolongée de trois mois au bénéfice de 3.1 millions de personnes. Au Lesotho, la conception du système a permis une intervention rapide face aux crises alimentaires et le versement de bourses alimentaires d'urgence à d'autres ménages et familles touchés. Voir Commission de l'Union africaine et UNICEF (2014) *Children and Social Protection Systems: Building the African Agenda*.

B. Appui aux politiques

La volonté politique est essentielle pour faire avancer les mesures de protection sociale et pour garantir la cohérence des politiques et la complémentarité entre les secteurs. La FAO collabore avec les gouvernements d'un bout à l'autre du processus politique afin d'étayer et de soutenir les processus d'élaboration des politiques et des programmes, de conception, de mise en œuvre et d'évaluation. La figure 3 présente les points d'entrée les plus courants pour l'appui aux politiques, qui peuvent varier en fonction de la demande et du contexte dans le pays en question. Les besoins des pays en termes d'aide à la protection sociale sont fonction de plusieurs critères, tels que la présence du gouvernement, ses capacités aux niveaux national et local, le stade d'avancement du processus politique ou la possibilité de modifier les politiques. En fonction de ces critères, la FAO modifiera sa stratégie dans les différents pays.

La FAO concentre son travail en matière d'appui aux politiques et son rôle de facilitateur visant à amorcer la participation des parties prenantes nationales et régionales sur les axes suivants:

- > **étayer l'évaluation** (au moyen d'analyses des politiques et des cadres juridiques,³⁴ d'évaluation de la vulnérabilité ou d'autres évaluations³⁵), ce qui donne une base pour la définition des possibilités stratégiques et pour les recommandations afin de faire en sorte que les politiques répondent bien aux besoins, aux lacunes dans les politiques et les instruments juridiques, et aux priorités du pays, tels qu'exprimés par les différents ministères de tutelle et par les parties prenantes;
- > **faciliter la participation des parties prenantes clés** (y compris les institutions et organisations locales, les coopératives, les donateurs et la société civile) aux consultations en vue d'assurer la coordination intersectorielle, tout en soutenant la formulation et la conception de politiques et de programmes qui répondent aux préoccupations en matière de protection sociale dans les différents secteurs, par exemple dans les stratégies nationales de développement et de sécurité alimentaire;

³⁴ Y compris la protection sociale, ainsi que les politiques agricoles susceptibles d'avoir des incidences au niveau social et de remplir des fonctions de protection sociale.

³⁵ Par exemple, la FAO soutient le Dialogue national fondé sur l'évaluation de la protection sociale, mené par l'OIT, qui est la première étape dans la mise en œuvre d'un socle de protection sociale national. Ce processus de consultation de haut niveau, qui implique tous les organismes compétents, les parties prenantes nationales et les organismes partenaires, s'appuie sur une évaluation approfondie du système de protection sociale du pays et sur le recensement des lacunes dans la législation et des problèmes de mise en œuvre; l'objectif est de proposer une feuille de route pour la mise en œuvre du socle de protection sociale. Voir OIT (2014) *Social Protection Assessment Based National Dialogue*, à l'adresse <http://secsoc.ilo.org/abnd>.

- **donner des avis aux pays sur la mise en œuvre d'une approche intégrée** de la protection sociale pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le développement rural s'agissant de la conception, de la mise en œuvre, de l'expansion, du suivi et de l'évaluation, et jeter des ponts entre les processus, les partenaires et les mécanismes d'appui clés aux niveaux national, régional et mondial.

ENCADRÉ 13 AVIS SUR L'INTÉGRATION DE LA PROTECTION SOCIALE DANS LES STRATÉGIES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En Amérique latine, où les systèmes nationaux de protection sociale couvrent de plus en plus de personnes et gagnent en complexité depuis vingt ans, le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été le premier à reconnaître le potentiel que recelait la protection sociale pour le mandat de la FAO et à défendre l'intégration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale au niveau national au moyen de processus et de plateformes à l'échelle régionale.

En tant que membre officiel du réseau interaméricain de protection sociale de l'Organisation des États américains depuis 2012, la FAO contribue au dialogue technique et politique sur les liens entre la protection sociale et la sécurité alimentaire et la nutrition durables et a participé à des stratégies régionales de lutte contre la faim et la pauvreté qui comprennent des éléments de protection sociale aux niveaux politiques les plus élevés, par exemple le *Plan pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim* (2014) de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Ces dernières années, la FAO est devenue une référence au niveau régional dans les projets de coopération qui renforcent les programmes d'alimentation scolaire par l'intermédiaire du programme de coopération Brésil-FAO, qui promeut des écoles durables et renforce les mécanismes d'achats par les pouvoirs publics pour les exploitations familiales. En développant prioritairement les projets de coopération qui réunissent dans un tout cohérent l'action sociale et les mesures visant la production et qui articulent les politiques les unes avec les autres au niveau local de façon participative, la FAO a acquis une expérience qui a servi de base pour la conception et la mise en œuvre de politiques nationales en Équateur (*«Acción Nutrición»*, en 2009) et au Pérou (*«Crecer»*, en 2009 également).

La FAO travaille maintenant à la synthèse des axes «action sociale» et «production» dans les stratégies nationales pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le développement social au :

- **Paraguay** (en soutenant la coordination technique entre le Ministère de l'action sociale et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage);
- **Guatemala** (*Plan national de développement rural intégral*); et
- **Mexique** (*Croisade nationale contre la faim*).

C.

Production et diffusion des connaissances

L'appui constant que la FAO apporte aux politiques est orienté et étayé par les informations factuelles et les connaissances qu'elle produit et qu'elle diffuse. La FAO va continuer de contribuer au renforcement de l'apprentissage, aux niveaux mondial, régional et national, concernant la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition et le développement rural:

- > **en contribuant à la collecte de données** afin de suivre de façon systématique les progrès en matière de protection sociale et de produire des informations factuelles sur: (i) l'impact que la protection sociale a sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition et le développement rural; (ii) la combinaison idéale des approches; (iii) les implications opérationnelles de ces constatations pour la mise en œuvre; et (iv) la façon dont les bénéficiaires comprennent et voient l'impact des mesures;
- > **en facilitant la diffusion rapide et stratégique des conclusions** des recherches et évaluations portant sur la protection sociale dans les instances mondiales et régionales afin de donner une base à l'élaboration des politiques au niveau national, par exemple au moyen d'ateliers (pour présenter les conclusions des recherches et des évaluations) ou d'échanges Sud-Sud et de visites dans les pays (pour mettre en évidence les liens entre les secteurs et les voies possibles d'une collaboration intersectorielle); et
- > **en aidant les pays à réaliser leurs propres analyses:** (i) en élaborant conjointement des outils d'analyse et de politique pour étayer la conception des politiques et des programmes et évaluer l'efficacité des systèmes de protection sociale; (ii) en renforçant la capacité des organismes nationaux de statistique pour définir, recueillir et suivre les données connexes (par exemple au moyen de modules de protection sociale sur la sécurité alimentaire et d'enquêtes auprès des ménages d'agriculteurs pour recueillir systématiquement des informations sur la couverture, le financement et l'impact sur les moyens d'existence ruraux); et (iii) en élaborant des biens publics normatifs dans ce domaine (par exemple des méthodes ou des documents d'orientation).

ENCADRÉ 14 FOURNIR DES DONNÉES ET DES INDICATEURS POUR MESURER LA PROTECTION SOCIALE DANS LES ZONES RURALES

Lors de l'élaboration d'un programme de protection sociale, concevoir un ciblage efficace est souvent une opération compliquée. Cette difficulté se présente surtout dans les zones rurales où les activités économiques sont plus dispersées et dans le secteur agricole, où les modalités d'emploi informelles, le travail non rémunéré et les systèmes de subsistance informels sont fréquents. Il est essentiel d'obtenir des données solides sur la protection sociale afin de concevoir des interventions fondées sur des informations factuelles. La FAO aide les institutions internationales et nationales dans les efforts qu'elles déploient en vue d'améliorer la collecte de données sur la protection sociale dans le secteur agricole et les zones rurales.

Il est ressorti d'un bilan réalisé par la FAO sur les données et indicateurs existants pour la mesure de la protection sociale dans les zones rurales que les informations disponibles relatives à la protection sociale étaient assez maigres, surtout dans le secteur agricole et dans les zones rurales (Mane, Rocca et Conforti, 2015). Ce bilan a permis de définir un ensemble d'indicateurs de protection sociale, tels que le montant des transferts, la couverture et l'incidence relative, que l'on peut calculer à partir de données recueillies dans les enquêtes sur le budget des ménages. Ces indicateurs sont inclus dans le Suivi des moyens d'existence en zone rurale, un projet lancé par la FAO³⁶ qui réunit et harmonise des informations de niveau local et de niveau global sur tous les aspects des moyens d'existence en zone rurale, notamment le revenu et la consommation, l'emploi, la protection sociale, les différences entre les sexes ou encore la disponibilité et l'accessibilité des moyens de production, de l'infrastructure et des marchés.

Les données sur la protection sociale disponibles actuellement mettent surtout en évidence l'absence d'une classification précise des programmes, qui empêche de quantifier la part des interventions de protection sociale qui visent le secteur agricole et les zones rurales.

Pour combler cette lacune, la Division de la statistique et l'Équipe de la protection sociale de la FAO élaborent actuellement un questionnaire type et un manuel pour la collecte de données sur la protection sociale dont bénéficient les ménages et les personnes menant des activités agricoles. Cette approche peut déboucher sur des informations utiles pour le cadre et les outils de collecte de données de l'enquête agricole et rurale intégrée (AGRIS), un projet en cours dans le cadre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles.³⁷ Le programme d'enquête pluriannuel axé sur les exploitations est conçu pour permettre aux organismes nationaux de statistique d'accélérer de façon efficiente la production de données de qualité et ventilées sur les dimensions techniques, économiques, environnementales et sociales des exploitations agricoles.

La protection sociale est un thème à propos duquel le projet AGRIS est susceptible de fournir des informations particulièrement utiles, compte tenu de son approche qui consiste à étudier simultanément les aspects relatifs à la production des exploitations et à la situation sociale des ménages. Les données ainsi obtenues seront utiles dans le cadre des efforts déployés au niveau mondial en vue de suivre les progrès accomplis en matière de protection sociale et permettront d'examiner les liens entre, d'une part, la protection sociale et, d'autre part, l'agriculture et le développement rural.

³⁶ Le Suivi des moyens d'existence en zone rurale se combine avec le projet RIGA (Activités Rurales Génératrices de Revenus) et d'autres activités connexes de la FAO et fonctionnera dans le cadre d'un partenariat étroit avec la Banque mondiale et le FIDA.

³⁷ L'enquête AGRIS est mise au point dans le cadre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales de la FAO et de la Banque mondiale. Elle complète d'autres initiatives pertinentes telles que le projet d'Étude sur la mesure des niveaux de vie-Enquêtes intégrées sur l'agriculture de la Banque mondiale et le projet CARDS du Département de l'agriculture des États-Unis, et elle a pour objet de déployer à plus grande échelle ces efforts mondiaux. AGRIS a été introduite dans deux pays en 2015 et doit être étendue à un grand nombre de pays d'ici à 2017.

D.

Renforcement des capacités

Conformément à son engagement envers l'appropriation des processus au niveau national, pour garantir la durabilité et le renforcement des capacités des interlocuteurs nationaux aux niveaux central et sous-national, notamment des organisations rurales et des coopératives, la FAO vise:

- > **à renforcer les capacités des partenaires internes et externes, aux niveaux mondial, régional et national, s'agissant de la mise au point et de l'utilisation d'outils d'analyse** pour guider la conception des politiques et des programmes de manière cohérente par rapport aux politiques et aux programmes concernant l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire et la nutrition, et pour évaluer l'efficacité des systèmes de protection sociale;
- > **à créer des centres régionaux d'apprentissage et à mettre les représentants des gouvernements en relation avec des institutions de référence** dans des «pays porte-drapeaux» de leur région afin de permettre l'échange des expériences et expertises entre les pays de la région et le partage des connaissances entre les centres (sur la base d'approches et de méthodes harmonisées mises au point dans le cadre d'instances internationales telles que le Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale); et
- > **à fournir les éléments suivants aux institutions et organisations rurales:**
 - (i) **des connaissances et des informations factuelles** pour orienter la fourniture des services de vulgarisation agricole par les institutions et les consultations dans le cadre des interventions de protection sociale;
 - (ii) un appui technique pour développer et renforcer **la capacité des organisations rurales** à assurer, par exemple, l'accès à la protection sociale, au crédit, aux marchés et aux ressources en vue d'améliorer la productivité des ruraux, et à fournir des intrants agricoles, des conseils de vulgarisation agricole et des formations dans des domaines connexes;
 - et (iii) **un appui en vue du développement de la responsabilité et d'approches participatives** pour faciliter la participation active des organisations informelles et communautaires à l'élaboration des systèmes de protection sociale.

ENCADRÉ 15 RENFORCER LES CAPACITÉS DES ORGANISATIONS RURALES POUR FOURNIR DES SERVICES ET FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE

Las organizaciones rurales desempeñan una función fundamental en el diseño y la ejecución de Les organisations rurales jouent un rôle clé dans la conception, la redevabilité et la mise en œuvre de la protection sociale non formalisée. Elles peuvent servir de prestataires de services pour les pouvoirs publics en effectuant des tâches dans les systèmes nationaux au moyen de mécanismes participatifs. Elles peuvent représenter les ruraux pauvres à des niveaux plus élevés et plaider pour la prise en compte de leurs besoins, et être sollicitées pour donner des avis sur la conception des programmes de protection sociale et réaliser certaines tâches dans ces programmes, telles que le ciblage, l'inscription, la distribution des prestations et le suivi.

Il arrive que des organisations rurales fournissent déjà des services de protection sociale à leurs membres au moyen de pratiques collectives de gestion des risques et d'assistance mutuelle: des organisations spécialisées, telles que les institutions de micro-assurance et de microcrédit, paient des indemnités en cas de calamité ou offrent un accès au crédit aux ménages ruraux pauvres, et les organisations de producteurs gèrent souvent des systèmes d'épargne et de prêt, des mécanismes de partage des risques tels que des réserves de céréales, des systèmes de récoltés d'entrepôt et des fonds de roulement.

La FAO cherche à renforcer la capacité des organisations rurales et à les faire participer à la conception et à la mise en œuvre des programmes de protection sociale, ainsi qu'à améliorer leur cohérence avec les systèmes de protection sociale officiels.

La FAO s'appuie sur des groupes informels enracinés dans les structures sociales des communautés locales en vue de les transformer en organisations rurales en bonne et due forme. Les Clubs Dimitra³⁸ créés avec l'aide de la FAO, sont un exemple d'organisations qui permettent de lancer un processus de développement local qui contribue à atténuer la vulnérabilité et la pauvreté. Ces groupes de femmes, d'hommes et de jeunes constituent des «clubs d'écoute communautaires» qui visent à mobiliser les membres de la communauté, en utilisant par exemple une radio solaire à manivelle et/ou un téléphone portable. En République démocratique du Congo, par exemple, les femmes membres ont voulu résoudre le problème de l'accès insuffisant à des liquidités pour répondre aux besoins du ménage en créant un fonds (tontine).

Les intérêts obtenus ont permis la création d'une coopérative d'épargne et de crédit (*La coopérative de Yanonge*), aujourd'hui reconnue officiellement par la Banque nationale du Congo. À ce jour, plus de 90 ménages bénéficient des services de cette coopérative.

³⁸ Des Clubs Dimitra ont été créés avec l'aide de la FAO dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne: République démocratique du Congo, Niger, Sénégal, Burundi et Ghana. Ils visent à lancer un processus de développement local: (1) en garantissant l'accès à l'information grâce à la transparence et à la bonne gouvernance; (2) en œuvrant à l'inclusion sociale grâce à une attention particulière pour les groupes marginalisés; (3) en soutenant la responsabilité, l'autonomie et l'appropriation en stimulant la participation active et volontaire et le travail en réseau entre les clubs; et 4) en proposant des solutions qui peuvent être mises en œuvre avec des ressources locales. Voir aussi <http://www.fao.org/dimitra/clubs-dimitra/fr/>.

E.

Sensibilisation et plaidoyer

Pour faire en sorte que les conclusions et les messages clés atteignent et influencent le large éventail d'acteurs étatiques et non étatiques participant à l'élaboration des politiques concernant la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture et le développement rural, la FAO met en avant la protection sociale et le rôle essentiel que celle-ci joue dans la lutte contre la faim et la pauvreté:

- > **en créant et en entretenant des plateformes mondiales, régionales et nationales** pour l'échange des expériences et des bonnes pratiques sur l'établissement de liens entre la protection sociale et les stratégies et interventions relatives à la sécurité alimentaire, à la nutrition et au développement agricole et rural;
- > **en militant en faveur des droits à l'alimentation et à la protection sociale**, et notamment la couverture des ruraux pauvres par la protection sociale, au sein d'instances mondiales, régionales et nationales, et auprès des organisations partenaires, des organismes régionaux et des responsables politiques nationaux; et
- > **en facilitant des manifestations de haut niveau pour sensibiliser les acteurs et créer des possibilités** de collaboration et de définition des priorités.

ENCADRÉ 16 MILITER EN FAVEUR DES DROITS À L'ALIMENTATION ET À LA PROTECTION SOCIALE

Récemment, la protection sociale a occupé une place de choix dans les débats et les instances mondiales qui ont traité de la sécurité alimentaire et de la nutrition, parmi lesquels la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement par la FAO et l'OMS, ainsi que la Journée mondiale de l'alimentation, qui avait pour thème en 2015 la protection sociale et l'agriculture. Les participants à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition ont affirmé que la protection sociale était l'un des axes clés de la lutte contre la faim et la malnutrition. Les États Membres présents à la Conférence ont reconnu que la protection sociale pouvait atteindre les populations vulnérables et améliorer leur situation en termes de nutrition et de sécurité alimentaire. Par ailleurs, dans les deux documents finaux de la Conférence – la Déclaration de Rome sur la nutrition (CIN2, 2015a) et le Cadre d'action (CIN2, 2015b) – les États ont souligné expressément qu'il fallait exploiter les politiques et programmes de protection sociale dans la mise en œuvre de mesures coordonnées, cohérentes et transversales de lutte contre la malnutrition. La protection sociale a aussi été mise en avant lors de l'édition 2015 de la Journée mondiale de l'alimentation. Avec le thème de cette Journée, «Protection sociale et agriculture – Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale», l'objectif était de trouver des synergies entre la protection sociale et l'agriculture afin d'assurer l'accès à la nourriture, de stimuler l'activité économique et de dynamiser la production agricole des populations vivant dans les zones rurales un peu partout dans le monde.

F.

Partenariats pour la protection sociale à l'appui de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural

La FAO a conscience du rôle clé que jouent les partenariats, surtout dans le domaine intersectoriel de la protection sociale, lorsqu'il s'agit d'assurer non seulement la cohérence des politiques en interne, mais aussi la cohérence externe de l'appui aux pays. Au niveau des pays, la FAO cherche à coordonner plus efficacement les mesures de protection sociale à l'appui de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural:

- **en s'appuyant sur les relations étroites qu'elle entretient avec ses partenaires de longue date**, tels que les ministères de l'agriculture, les ministères de tutelle, les organismes compétents, les structures étatiques décentralisées ou encore des partenaires non étatiques;
- **en élargissant sa coopération existante avec d'autres ministères de tutelle** dans des domaines comme le développement rural ou communautaire, la parité hommes-femmes, la condition féminine, la famille et le travail – qui relèvent souvent du ministère en charge de la protection sociale et du développement – en vue de renforcer ses liens avec les acteurs qui définissent les priorités en matière de protection sociale au niveau national; et
- **en approfondissant encore sa coopération étroite avec d'autres organismes internationaux** et en exploitant les complémentarités avec d'autres partenaires de développement et des acteurs de la société civile.

Au niveau mondial, la FAO est un membre à part entière du Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale (SPIAC-B), un mécanisme de coordination créé en réponse à une demande du G20, qui souhaitait que l'on organise mieux les mesures prises par la communauté internationale du développement, au niveau mondial et au niveau des pays, concernant les initiatives de protection sociale. La FAO s'attache à contribuer à la mise au point des outils d'évaluation interinstitutions de la protection sociale, demandée par le SPIAC-B. En vue d'aller vers une approche plus normalisée de la définition et de l'évaluation des systèmes de protection sociale des pays et du recensement des possibilités et tendances en matière de protection sociale, la FAO participe en ce moment à la mise au point d'un instrument de diagnostic de base et d'un outil sur les possibilités de politiques en matière de protection sociale, et elle a créé un groupe de travail chargé de mettre au point un

outil d'évaluation interinstitutions de la protection sociale spécifique à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Aux niveaux régional et mondial, la FAO concentre ses efforts sur les accords de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Le programme Brésil-FAO pour la coopération internationale, qui permet d'affecter plus de 36 millions d'USD à l'appui à la coopération Sud-Sud en Afrique et en Amérique latine, est l'un des programmes de coopération Sud-Sud en cours.

ENCADRÉ 17 FACILITER LES PARTENARIATS POUR UNE PROTECTION SOCIALE QUI TIENNE COMPTE DE LA NUTRITION ET QUI SOIT COHÉRENTE

La FAO a joué un rôle clé dans la facilitation de partenariats et dans la mobilisation de la volonté politique dans les pays s'agissant de la protection sociale sensible à la nutrition. En collaboration avec la Fédération de Russie, la FAO a aidé à organiser un dialogue politique de haut niveau sur les politiques et programmes de protection sociale tenant compte des enjeux nutritionnels des pays BRICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) lors de l'édition 2015 du Forum mondial sur la protection sociale sensible à la nutrition.

La FAO soutient activement les dialogues nationaux sur la protection sociale, conformément aux recommandations 22 et 23 du Cadre d'action de la CIN2. Travaillant aux côtés d'homologues de gouvernements nationaux, d'organismes des Nations Unies, d'organisations internationales et d'autres parties prenantes locales, la FAO vise à renforcer les capacités nationales s'agissant de la conception, de la mise en œuvre et du suivi de systèmes de protection sociale sensibles à la nutrition qui profitent aux ménages ruraux et aux personnes tributaires des ressources naturelles. Dans le cadre de ces efforts, la FAO collabore avec ses partenaires en vue de développer des programmes d'alimentation scolaire en établissant des liens avec les marchés locaux et en vue d'accroître l'impact de ces programmes sur les indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition en déterminant l'assortiment idéal de denrées et en assurant ainsi l'accès à des sources essentielles de nutriments.

À Cabo Verde, la FAO apporte son concours à la conception et à la mise en œuvre d'un programme intégré d'alimentation scolaire qui est relié à la production alimentaire des petits exploitants locaux. L'aide est fournie avec le PAM et le Gouvernement brésilien par le biais du programme PAA.

RÉFÉRENCES

Adato, M. et Hoddinott, J. (Eds.) 2010. *Conditional Cash Transfers in Latin America*. Published for the International Food Policy Research Institute. Johns Hopkins University Press, Baltimore.

African Union Commission et UNICEF. 2014 *Children and Social Protection Systems: Building the African Agenda*. African Union Technical Discussion Paper. Disponible à l'adresse suivante: <https://transfer.cpc.unc.edu/wp-content/uploads/2015/09/Technical-Discussion-Paper-AU-Experts-Consultation-28-30.4.2014-Eng.pdf>

Alderman, H. et Yemtsov, R. 2012. *Productive Role of Social Protection*. Background Paper for the World Bank 2012-2022 Social Protection and Labour Strategy. Washington DC, World Bank.

American Institutes for Research. 2013. *Zambia's Child Grant Program: 24-Month Impact Report*. Washington DC.

Argent, J., Augsburg, B. et Rasul, I. 2014. Livestock Asset Transfers With and Without Training: Evidence from Rwanda. *Journal of Economic Behavior & Organization*, 108 (2014) 19–39.

Barca, V., Brook, S., Holland, J., Otulana, M. et Pozarny, P., 2015. *Qualitative research and analyses of the economic impacts of cash transfer programmes in sub-Saharan Africa. Rapport de synthèse*. Rome, FAO.

Barrientos, A. 2012. Social transfers and growth: What do we know? What do we need to find out? *World Dev.*, 40(1): 11-20.

Béné, C., Devereux, S. et Roelen, K. 2015. *Social protection and sustainable natural resource management: initial findings and good practices from small-scale fisheries*. FAO Fisheries and Aquaculture Circular No. 1106. Rome, FAO.

Berg, E., Bhattacharyya, S., Durgam, R. et Ramachandra, M. 2012. *Can Rural Public Works Affect Agricultural Wages? Evidence from India*. Centre for the Study of African Economies Working Paper WPS/2012-05, Oxford University.

Berhane, G., Hoddinott, J., Kumar, N., Taffesse, A. S., Diressie, M.T., Yohannes, Y., Sabates-Wheeler, R., Handino, M., Lind, J., Tefera, M. et Sima, F. 2013 *Evaluation of Ethiopia's Food Security Programme: Documenting Progress in the Implementation of the Productive Safety Nets Programme and the Household Asset Building Programme*. Ethiopian Strategy Support Programme (ESSP) II. EDRI, IFPRI, IDS, University of Sussex. Disponible à l'adresse suivante: https://essp.ifpri.info/files/2013/05/ESSPII_EDRI_Report_PSNP.pdf

Chambers, R. 2014. *Good Practices for Effective Participation in Social Protection Design and Implementation*. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.unrisd.org/80256B3C005BE6B5/search/7A7C8F4B1D5C2E9BC1257CA80058501B>

CIN2. 2015a. *Déclaration de Rome sur la Nutrition*. Document final de la Conférence. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-ml542f.pdf>

CIN2. 2015b. *Cadre d'action*. Document final de la Conférence. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-mm215f.pdf>

Department of Social Development, South African Social Security Agency et UNICEF. 2012. *The South African Child Support Grant Impact Assessment – Evidence from a Survey of Children, Adolescents and their Households*. Pretoria, UNICEF Afrique du Sud.

Devereux, S. et Sabates-Wheeler, R. 2004. *Transformative social protection*. Document de travail IDS No. 232. Brighton, UK, IDS.

Devereux, S. 2016. *Social Protection for Rural Poverty Reduction*. FAO Rural Transformations Series. Rome, FAO.

Dewbre, J., Daidone, S., Davis, B., Miguelez, B., Niang, O. et Pellerano, L. 2015. *Lesotho Child Grant Programme and Linking Food Security to Social Protection Programme*. Rapport PtoP. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante <http://www.fao.org/3/a-i4694e.pdf>

Dorward, A., Sabates-Wheeler, R., MacAuslan, I., Buckley, C., Kydd, J. et Chirwa, E. 2006. *Promoting agriculture for social protection or social protection for agriculture: Strategic policy and research issues*. Document de travail FAC 004. Brighton: FAC.

FAO. 2004. *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante <http://www.fao.org/3/a-y7937f.pdf>.

FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: le rôle des femmes dans l'agriculture*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf>

FAO, HCDH et CEPALC. 2011. *Conditional Cash Transfer Programmes from a Human Rights Approach – Analytical Guidelines*. FAO Regional Office for Latin America and the Caribbean. Santiago, Chile. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-as557e.pdf>

FAO. 2012a. *FAO Policy on Gender Equality: Attaining Food Security Goals in Agriculture and Rural Development*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: http://www.fao.org/fileadmin/templates/gender/docs/FAO_FinalGender_Policy_2012.pdf

FAO. 2012b. *The Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security*. Rome, FAO.

FAO. 2013a. FAO Council, Hundred and Forty-eighth Session. *FAO's Work in Social Protection*. Rome. Disponible à l'adresse suivante: <http://bit.ly/1Eqq0Wf>

FAO. 2013b. *Panorama of Food and Nutritional Security in Latin America and the Caribbean. Hunger in Latin America and the Caribbean: Approaching the Millennium Goals*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/019/as082e/as082e.pdf>

FAO. 2013c. *La résilience des moyens d'existence, réduction des risques de catastrophe pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i3270f.pdf>

FAO. 2013d. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/018/i3300e/i3300e.pdf>

FAO. 2013e. *Recognizing the Linkages between Social Protection and Agriculture*. PtoP Information Note. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/018/i2968e/i2968e08.pdf>

FAO. 2014a. *From Protection to Production: The Role of Cash Transfer Programmes in Fostering Broad-Based Economic Development in sub-Saharan Africa*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-az994e.pdf>

FAO. 2014b. *Social Protection and an Enabling Environment for the Right to Adequate Food*. Right to Food Guidelines Thematic Study 5. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i3894e.pdf>

FAO. 2014c. *School Feeding and Possibilities for Direct Purchases from Family Farming. Case Studies from 8 Countries*. Santiago, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i3413e.pdf>

FAO. 2015a. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, Protection sociale et agriculture: Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: www.fao.org/3/a-i4910f.pdf

FAO. 2015b. *Nutrition and Social Protection*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i4819e.pdf>.

FAO. 2015c. *Protection sociale et emploi rural décent*. Transformations rurales - Note d'information N° 3 Emploi rural décent. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i4982f.pdf>

FAO. 2015d. *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i4356f.pdf>

FAO, FIDA et PAM. 2015a. *l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>

FAO, FIDA et PAM. 2015b. *Objectif faim zéro: Le rôle crucial des investissements dans la protection sociale et l'agriculture*. Rome, FAO.

FAO. 2016a. *Strengthening coherence between agriculture and social protection to combat poverty and hunger in Africa. Framework for Analysis and Action*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i5386e.pdf>

FAO. 2016b. *Social Protection in Protracted Crises, Humanitarian and Fragile Contexts: FAO's Agenda for Action for Social Protection and Cash-based Programmes*. Rome, FAO. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i5656e.pdf>

FAO Projet Dimitra. 2017. [Site web] Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/dimitra/clubs-dimitra/fr/>

FIDA et PNUE. 2013. *Petits exploitants, sécurité alimentaire et environnement*. Rome, FIDA. Disponible à l'adresse suivante: http://www.ifad.org/climate/resources/smallholders_report.pdf.

HLPE. 2012. *Food Security and Climate Change*. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome, FAO.

Holmes, R. et Jones, N. 2009. *Putting the Social back into Social Protection. A Framework for Understanding the Linkages between Economic and Social Risks for Poverty Reduction*. Overseas Development Institute, UK. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/4289.pdf>

Kagin, J., Taylor, J. E., Alfani, F. et Davis, B. 2014. *Local Economy-wide Impact Evaluation (LEWIE) of Ethiopia's Social Cash Transfer Pilot Programme*. PtoP project report. Rome, FAO.

Mane, E., Rocca, M. et Conforti, P. 2015. *Social Protection and Food Security Indicators: An Inquiry through Data from 10 Household Budget Surveys*. Division de la statistique de la FAO. Série de Documents de travail, ESS/15-09. Rome, FAO.

Morlachetti, A. 2015. *The Rights to Social Protection and Adequate Food: Human Rights-based Frameworks for Social Protection in the Context of Realizing the Right to Food and the Need for Legal Underpinnings*. FAO, Rome. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i5321e.pdf>

OIT. 2012. Recommandation relative aux socles de protection sociale No. 202. Disponible à l'adresse suivante: http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:3065524,fr:NO

OIT. 2014a. Social Protection Assessment Based National Dialogue. Disponible à l'adresse suivante: <http://secsoc.ilo.org/abnd>

OIT. 2014b. *Rapport mondial sur la protection sociale 2014/15: Bâtir la reprise économique, le développement inclusif et la justice sociale*. Genève, OIT.

OPM. 2012. *CGP Impact Evaluation: Targeting and Baseline Evaluation Report*. Report commissioned by UNICEF/FAO for the Government of Lesotho. Oxford, UK. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.opml.co.uk/sites/default/files/CGP%20Impact%20Evaluation%20targeting%20and%20baseline%20evaluation%20report.pdf>.

PAA. 2014. Purchase from Africans for Africa. Phase I Learning and Results Report. Disponible à l'adresse suivante: http://paa-africa.org/wp-content/uploads/2015/02/Report-Phase-I_low.pdf

Rawlings, L., Murthy, S. et Winder, N. 2013. *Common Ground: UNICEF and World Bank Approaches to Building Social Protection Systems*. Disponible à l'adresse suivante: http://www.unicef.org/socialpolicy/files/UNICEF-WB_systems_note_formatted.pdf

Sabates-Wheeler, R., Tefera, M., Bekele, G. 2012. *Assessing Enablers and Constraints of Graduation: Evidence from the Food Security Programme, Ethiopia*. Future Agricultures, document de travail 044.

Samson, M. et al. (forthcoming) *Social Protection and Agricultural Development: Transformational Approaches to Strengthening the Decent Work Agenda*. FAO et EPRI.

Taylor, J.E., Kagin, J., Filipiski, M. et Thome, K. 2013. *Evaluating General Equilibrium Impacts of Kenya's Cash Transfer Programme for Orphans and Vulnerable Children (CT-OVC)*. Rapport projet PtoP, FAO, UNICEF/ESARO et la Banque Mondiale. Rome.

Taylor, J. E., Thome, K. et Filipiski, M. 2014. *Evaluating Local General Equilibrium Impacts of Lesotho's Child Grants Programme*, Rapport du projet PtoP. Rome, FAO.

The Transfer Project. 2014. *The Broad Range of Cash Transfer Impacts in sub-Saharan Africa: Consumption, Human Capital and Productive Activity*. Research Brief. Disponible à l'adresse suivante: <http://unc.live/1pjjGQd>

Thome, K., Taylor, J.E., Kagin, J., Davis, B., Darko Osei, R. et Osei-Akoto, I. 2014. *Local Economy-wide Impact Evaluation (LEWIE) of Ghana's Livelihood Empowerment Against Poverty (LEAP) Programme*, Rapport projet PtoP, Rome, FAO.

Tirivayi, N., Knowles, M. et Davis, B. 2013. *The interaction between social protection and agriculture: A review of evidence*. Rapport du projet PtoP. Rome, FAO.

UNICEF. 2012. *Social Protection Strategic Framework. Integrated Social Protection Systems. Enhancing equity for children*. New York, UNICEF.

World Bank. 2012. *Resilience, equity and opportunity: the World Bank's social protection and labor strategy 2012-2022*. Washington DC, World Bank.

World Humanitarian Summit. *Chair Summary – Standing Up for Humanity: Committing to Action*. Istanbul, Turkey. Disponible à l'adresse suivante: <https://consultations.worldhumanitariansummit.org/file/530820/view/581078>.





CADRE DE PROTECTION SOCIALE DE LA FAO

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR TOUS

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)**

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Pour obtenir des informations complémentaires,
veuillez visiter le site de la protection sociale de la FAO:

www.fao.org/social-protection

ou bien écrivez à:

social-protection@fao.org



©FAO/Ivan Grifi

ISBN 978-92-5-209703-7



9 789252 097037

I7016FR/1/06.17